

DÉVELOPPEMENT DES CULTURES STRATÉGIQUES DANS LE SUD

La feuille de route du gouvernement dévoilée

Le gouvernement veut développer l'agriculture saharienne. Après avoir organisé un séminaire sur les opportunités d'investissement agricole dans les wilayas du sud, à Adrar, une deuxième rencontre a été organisée, hier à Naâma, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. P 3



LORS DE SA VISITE DANS
LA WILAYA DE KHENCHELA
Tebboune inaugure
et inspecte plusieurs
projets



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, lors de la visite de travail et d'inspection qu'il a effectuée, jeudi dans la wilaya de Khenchela, à l'inauguration et à l'inspection de plusieurs projets vitaux en faveur de la dynamique de développement dans cette wilaya.

P 2

3^e PIB AFRICAIN,
ET 1^{er} AU MAGHREB
L'Algérie sur la voie
de la croissance

L'Algérie a le vent en poupe et entend conserver ses avantages par une politique économique basée sur des réformes pragmatiques. Notre pays se démarque avec le 3^e PIB du continent africain, estimé à 244,7 Mds USD en 2023 selon le FMI, et le PIB par habitant le plus élevé du Maghreb, atteignant 4 982 USD en 2023. Des conjonctures favorables et intelligemment utilisées. C'est ce que vient de confirmer le Cnese, qui indique que des indicateurs positifs sont enregistrés dans plusieurs domaines grâce aux efforts de l'Etat.

P 5

FINANCEMENT DU
DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE
Adesina salue
la contribution active
de l'Algérie

La contribution active de l'Algérie en matière de financement au sein du Fonds africain de développement (FAD), filiale du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), a été saluée, vendredi à Nairobi (Kenya) par le président du groupe, Akinwumi Adesina.

P 5

COSMEORAN PRÉVU
DU 5 AU 8 JUIN À ORAN

Un salon incontournable
de la Beauté et des
Cosmétiques P 2

AIN DEFLA

La récolte de la pomme
de terre de saison
«s'annonce bonne» P 3

MONNAIE

L'euro profite de
l'inflation en zone
euro, la faiblesse du
yen persiste P 4

COSMEORAN PRÉVU
DU 5 AU 8 JUIN À ORAN

Un salon
Incontournable de
la Beauté et des
Cosmétiques

L'équipe de COSMETICA a annoncé l'organisation de l'événement tant attendu, CosmeOran, qui se tiendra du 5 au 8 juin 2024 au Centre de Conventions Mohamed-Benhamed à Oran. CosmeOran s'affirme comme le rendez-vous incontournable pour tous les passionnés de la beauté, qu'ils soient professionnels ou grand public, indiquent les organisateurs dans un communiqué. Cet événement unique vise à promouvoir la production algérienne dans le domaine des produits cosmétiques, en mettant un accent particulier sur la région ouest de l'Algérie. Ce qui va contribuer à créer un environnement dynamique et propice à la découverte des dernières innovations cosmétiques et à l'acquisition de nouvelles techniques à travers divers workshops. Entre autres objectifs, CosmeOran a pour ambition de mettre en avant les entreprises algériennes du secteur cosmétique, de la région ouest, afin de stimuler la croissance économique locale ; réunir des exposants et des acheteurs potentiels pour favoriser la conclusion d'accords et de partenariats commerciaux fructueux ; offrir une plateforme d'apprentissage et de partage de connaissances sur les dernières tendances, techniques et innovations dans l'industrie de la beauté grâce à des workshops inédits ; permettre aux exposants de renforcer leur image de marque, d'accroître leur visibilité sur le marché et de créer des liens durables avec les consommateurs de l'ouest algérien ; conclure des accords de vente sur place en rencontrant des distributeurs potentiels de l'ouest algérien ; célébrer la culture de la beauté et de la cosmétique en tant qu'expression artistique et élément de la vie quotidienne.

LORS DE SA VISITE DANS LA WILAYA DE KHENCHELA

Tebboune inaugure et
inspecte plusieurs projets

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, lors de la visite de travail et d'inspection qu'il a effectuée, jeudi dans la wilaya de Khenchela, à l'inauguration et à l'inspection de plusieurs projets vitaux en faveur de la dynamique de développement dans cette wilaya.

Synthèse R.E.

Lors de la première étape de cette visite, le président de la République a procédé à l'inauguration et à la mise en service de la ligne de chemin de fer reliant Khenchela et Aïn Beïda (Oum El Bouaghi). A cette occasion, le président de la République a salué les efforts de tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce projet, entré en service "alors que certains pensaient qu'il ne s'agissait que de promesses électorales", a-t-il dit, affirmant que "l'ère des projets qui traînent des années est révolue, grâce aux efforts des cadres consciencieux". Lors de l'inauguration et de la mise en exploitation du projet de doublement de la route n88 reliant les wilayas de Khenchela et de Batna sur un linéaire de 14 km, le président de la République a mis en exergue l'importance de cette route dans "la dynamisation de l'activité économique dans la région". Au niveau du pôle urbain de la ville de Khenchela, le président de la République a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation de 600 logements publics locatifs et suivi un exposé sur les secteurs de l'habitat, de l'agriculture, de l'hydraulique et des forêts dans la wilaya. S'agissant du projet de réhabilitation du Barrage vert, le président de la République a mis l'accent sur l'impérative diversification des arbres, notamment dans les zones habitées, appelant à donner la chance aux jeunes d'y participer par des projets pro-

ductifs. Un accueil populaire chaleureux a été réservé au président de la République par les notables et les citoyens de Khenchela, en reconnaissance de l'intérêt qu'il porte à la relance du développement dans leur wilaya. Le président de la République a clôturé sa visite à Khenchela par une rencontre avec les notables et les représentants de la société civile dans la wilaya. A l'entame de cette rencontre, le président de la République s'est dit fier et honoré d'être dans la wilaya de Khenchela, qui, a-t-il dit, "n'a pas bénéficié de sa juste part des programmes de développement par le passé". Le président de la République a annoncé un deuxième programme complémentaire de développement pour cette wilaya, qui s'ajoutera au premier programme dont a bénéficié Khenchela, afin de rattraper le grand retard accusé en termes de développement dans cette wilaya", tout en n'écartant pas "la possibilité d'un troisième programme de développement pour cette wilaya à partir de 2025". Lors de sa rencontre avec la population de Khenchela, le président de la République a saisi cette opportunité pour annoncer l'ouverture des inscriptions au programme AADL3 à partir du 5 juillet prochain. Concernant les programmes de logements dans la wilaya, le président de la République a affirmé qu'"il a été décidé, à partir de ce jour, d'ajouter un quota de 2000 logements ruraux aux 4000 logements ruraux déjà programmés", soulignant que les régions montagneuses "se verront attribuer une

aide d'une valeur de 100 millions de centimes". Le président de la République a interagi avec les représentants de la société civile qui ont salué les positions honorables de la diplomatie algérienne en soutien à la cause palestinienne dans les fora internationaux, réitérant le soutien constant de l'Algérie en faveur des causes justes à travers le monde, en tête desquelles la cause palestinienne qu'il a qualifiée de "cause de tout le peuple algérien", en plus de son soutien à la cause sahraouie et à son peuple afin de lui permettre d'accéder à son autodétermination. Lors de cette rencontre, le président de la République a écouté avec une grande attention les préoccupations et les propositions des citoyens de Khenchela qui ont unanimement salué l'intérêt particulier que porte le président de la République à la relance du développement dans cette wilaya, affichant leur soutien à la poursuite des réformes dans le cadre du processus d'édification de l'Algérie nouvelle. Le président de la République a annoncé l'octroi d'avantages et d'incitations aux personnes désirant investir dans la wilaya de Khenchela, appelant les opérateurs à investir dans des projets "qui profitent aussi bien à eux qu'à la population de cette wilaya, en bénéficiant de plusieurs avantages". Aussi, le président de la République a affirmé sa détermination à poursuivre les réformes à travers la révision du découpage administratif et des codes communal et de wilaya en vue de conférer davantage de prérogatives aux élus locaux.

SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ ET DU TOURISME MÉDICAL

Huit grandes découvertes réalisées par Sonatrach

Huit "grandes" et "très importantes" découvertes dans le domaine des hydrocarbures ont été faites sur de nouveaux sites en Algérie depuis le début de l'année 2024, grâce aux efforts de Sonatrach, a annoncé le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. "Nous avons fait de grandes découvertes depuis le début de cette année jusqu'à la fin de la semaine dernière du mois de mai, des découvertes très importantes, au nombre de huit, qui permettront de renforcer les réserves nationales d'hydrocarbures, notamment en ce qui concerne le gaz naturel", a révélé le ministre qui était l'invité, mercredi, de la Télévision publique. Il a précisé que ces

découvertes concernaient "de nouveaux gisements d'hydrocarbures situés à Béchar, au sud d'In Salah, au nord de Djanaet, ausud d'Illizi et au nord de Ouargla". Arkab a, par ailleurs, annoncé la signature d'un accord important entre Sonatrach et le géant des hydrocarbures "Chevron" dans les "prochains jours", ce qui permettra de "développer un grand gisement", et d'augmenter la production nationale des hydrocarbures, et ce après la signature, récemment, d'un mémorandum d'entente entre Sonatrach et "ExxonMobil" qui sera couronné par des "contrats de développement avant la fin de l'année et contribuera au renforcement de la production de gaz naturel en

Algérie". Il a, à ce propos, rappelé que Sonatrach a précédemment signé, dans le cadre de la loi sur les hydrocarbures entrée en vigueur en 2020, avec les plus grandes compagnies mondiales telles que les compagnies norvégienne "Equinor", italienne "Eni" et américaine "Occidental Petroleum", des contrats "importants" dans le domaine de l'exploitation, du raffinage et de la production des hydrocarbures. Réaffirmant la fiabilité de l'Algérie en tant qu'exportateur de gaz naturel pour l'Europe et l'Asie, le ministre de l'Energie et des Mines a exprimé la détermination des autorités algériennes à poursuivre leurs efforts pour approvisionner leurs partenaires en quantités

importantes sur ces marchés, réitérant "l'objectif de l'Algérie d'augmenter et d'intensifier la production de gaz". Dans le même sillage, M. Arkab a affirmé que l'Algérie a les capacités pour augmenter sa production de gaz à 200 milliards de mètres cubes par an "à moyen terme", contre une production actuelle de 137 milliards de mètres cubes. Le ministre a souligné que les réalisations importantes enregistrées dans le domaine du partenariat sont le résultat de la politique éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à améliorer le climat d'investissement, se félicitant de la dynamique que connaît l'Algérie dans de nombreux secteurs.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DÉVELOPPEMENT DES CULTURES STRATÉGIQUES DANS LE SUD

La feuille de route du gouvernement dévoilée

Le gouvernement veut développer l'agriculture saharienne. Après avoir organisé un séminaire sur les opportunités d'investissement agricole dans les wilayas du sud, à Adrar, une deuxième rencontre a été organisée, hier à Naâma, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Par Sirine R

Un rendez-vous visant à mettre en relief les atouts et le potentiel agricole et économique de cette wilaya. À travers ce genre de rencontre, les pouvoirs publics veulent la réalisation d'un développement local équitable, en exploitant les richesses de chaque région, notamment agricole afin de renforcer la sécurité alimentaire de l'Algérie.

Le coup d'envoi de cette Rencontre, organisée par la wilaya de Naâma, sous l'égide des ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur, sous le thème «Naâma : des perspectives prometteuses pour investir dans l'agriculture stratégique et valoriser les races locales», a été donné en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Youcef Cherfa, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, du ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, et de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fazia Dahleb.

Dans son discours, le ministre Cherfa a fait savoir que son département a élaboré un plan national pour développer six (06) filières stratégiques, à savoir les céréales, les légumineuses, les plantes oléagineuses et sucrières, les semences et le lait.

Pour atteindre les objectifs fixés, des efforts importants sont consentis par le ministère pour la mise en valeur de terres agricoles afin de les mettre à la disposition des investisseurs pour la réalisation de projets intégrés dans les wilayas du Sud. « À ce jour, une superficie totale de 458 823 hectares a été transférée à l'Office de Développement de l'Agriculture Industrielle dans les Territoires Sahariens (ODAS), répartie sur 54 périmètres dont 46 ont été attribués aux opérateurs et investisseurs», souligne le ministre Youcef Cherfa.

Ce plan comprend également la création d'unités de production agricole, après la restructuration des fermes pilotes, dédiées à

la production et au développement des filières stratégiques (légumineuses, intensification des semences, semences oléagineuses, arbres résistants), sur une superficie agricole totale de 114 393 hectares, ajoute-t-il, en faisant savoir que le plan de développement des cultures stratégiques est axé la carte des potentiels agricoles (sol, eau) disponibles dans les wilayas des Hauts Plateaux steppiques et les wilayas du Sud, telles que Naâma, El Bayadh, Saïda, Béchar, Timimoun, etc. En effet, un capacité foncière de 1,5 million d'hectares a été identifiée comme étant apte à la réhabilitation et à l'attraction de projets d'investissement intégrés dans les wilayas du Sud.

Poursuivant son intervention, le ministre a affirmé également que le plan national de développement des cultures stratégiques repose sur un programme d'extension des capacités de stockage, comprenant la construction de 350 centres de proximité avec une capacité de stockage estimée à 1,75 million de tonnes de céréales, ainsi que la relance du projet de construction de 16 silos, en plus de la construction de 30 nouveaux silos pour stocker 3 millions de tonnes de céréales.

Par ailleurs, le ministre a indiqué que la préservation et la valorisation de la race "Hamra" ou "Daghma" font partie de la stratégie du secteur pour développer la filière des viandes rouges, et pour conserver et valoriser notre patrimoine génétique agricole.

Pour sa part, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a souligné la nécessité de renforcer l'intégration entre les secteurs agricole et industriel pour développer les industries alimentaires. Il a déclaré, dans son discours à cette rencontre, que l'industrie alimentaire représente le deuxième et le plus grand secteur de l'industrie, contribuant à plus de 50% du produit intérieur brut industriel en hors hydrocarbures.

Dans cette perspective, le ministre a appelé au renforcement de l'intégration et de l'interconnexion entre les secteurs industriel et

agricole afin de développer des industries alimentaires dépendantes des matières agricoles et les transformer en produits industriels à valeur ajoutée. Aoun a expliqué que ce forum vise à attirer des projets d'investissement dans les cultures stratégiques, industrielles et alimentaires à Naama, en raison de ses capacités, notamment l'abondance du foncier agricole.

Selon les chiffres dévoilés lors de cette rencontre, plus de 80 000 ha alloués aux cultures stratégiques. Ali Aoun a souligné que le défi d'aujourd'hui réside dans la coordination, le développement et l'intégration des investissements au sein de la chaîne de valeur agricole. Cela se fait par la mise en œuvre de projets incitatifs à l'intégration à la fois dans l'activité agricole et industrielle, dira-t-il, en affirmant que la wilaya de Naâma possède des qualifications et qu'il est possible d'investir dans plusieurs projets, comme l'activité d'élevage selon des modèles modernes.

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a précisé que l'organisation de cette Rencontre nationale dans l'une des wilayas des Hauts Plateaux, en présence de plusieurs membres du Gouvernement et de cadres supérieurs de l'Etat, de chercheurs et d'opérateurs économiques, scellait la rupture définitive avec les anciens modèles, où de telles rencontres étaient l'apanage de quelques wilayas avec une approche horizontale qui ne tenait pas compte des spécificités locales.

Ce changement incarne la nouvelle politique de développement portée par le président de la République et visant la généralisation du développement sur la base de l'équité et de la durabilité, pour ériger toutes les régions du pays en acteurs du développement socio-économique national et accorder un intérêt particulier aux régions des Hauts Plateaux et du Sud, au vu des richesses qu'elles recèlent et qui leur permettent d'opérer le saut économique escompté, a-t-il expliqué.

M'SILA

Une production de 502.000 quintaux d'abricots attendue

Une production de 502.000 quintaux d'abricots est attendue dans la wilaya de M'sila au titre de la saison agricole en cours (2023-2024), a indiqué, samedi, le directeur des services agricoles, Amir Khentit. Le même responsable a précisé, lors d'un exposé sur la culture de l'abricot dans la wilaya de M'sila présenté en marge des activités de la Fête de l'abricot, organisée dans une exploitation agricole de la commune de Khoubana, que la production d'abricots a "augmenté, cette saison, de manière significative comparativement à la saison dernière qui avait été marquée par une production de 360.000 quintaux".

M. Khentit a attribué cette augmentation à "l'intérêt accru accordé à cette culture", ainsi qu'à "la mise en œuvre de programmes de raccordement de plusieurs exploitations au réseau électrique, à l'ouverture de pistes agricoles, aux facilités accordées pour l'attribution d'autorisations de forage de puits artésiens et à l'accompagnement des producteurs d'abricots en matière de régénération d'anciens vergers dans le cadre de programmes spéciaux approuvés par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural dans la région du grand Maâdher qui englobe les communes Bou Saâda, de Khoubana, de M'cif et de Houamed".

De son côté, le wali de M'sila, Nedjmeddine Tiar, a souligné, à cette occasion, que les chiffres enregistrés, cette saison, dans la filière abricotière, traduisent les efforts continus fournis pour développer l'agriculture, de façon générale, et développer la culture des abricots en soutenant et en encourageant les industries de transformation.

AIN DEFLA

La récolte de la pomme de terre de saison «s'annonce bonne»

La récolte de la pomme de terre de saison pour la campagne Agricole 2023/2024 dans la wilaya d'Ain Defla "s'annonce bonne" avec un rendement moyen avoisinant les 350 quintaux à l'hectare, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction des services agricoles (DSA). Le directeur du secteur par intérim, M'hamed Makrachi, a indiqué à l'APS, que le rendement moyen enregistré au début de la campagne de récolte de la pomme de terre de saison a atteint les

350 quintaux à l'hectare pour la pomme de terre de consommation et 250 qx/hectare pour la pomme de terre de semence, assurant que ces chiffres pourraient connaître une hausse dans les prochaines semaines. Il a ajouté qu'à la fin du mois de mai, une production de près de 500.000 quintaux de ce produit de large consommation a été déjà réalisée depuis le début de la campagne, entamée le 20 avril dernier, précisant qu'il s'agit de 245.000 qx de la pomme de terre

de consommation et 250.000 qx pour la pomme de terre de semence. Plus de 1.700 hectares ont été déjà récoltés durant la même période à travers la wilaya, a indiqué M. Makrachi, soulignant que 700 ha de la surface récoltée a été réservée à la culture de la pomme de terre de consommation et les 1.000 ha concernent la pomme de terre de semence.

Une superficie globale de 6.000 hectares a été réservée à la culture de cette filière maraîchère durant la campagne

agricole 2023/2024 à Ain Defla, a-t-il fait savoir, ajoutant que la pomme de terre de semence occupe une surface importante avec 4.500 ha, tandis que le tubercule destiné à la consommation s'étend sur 1.500 hectares seulement.

A noter, la wilaya d'Ain Defla dispose d'une capacité de stockage sous froid qui voisine les 570.000 m3, permettant de prendre en charge la production locale, selon la direction des services agricoles.

PÊCHE

Début de la période de repos biologique des poissons

La période de repos biologique des poissons qui s'étendra du 1er juin au 30 septembre 2024, débutera samedi, a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques. "Il est interdit, lors de cette période, de jour comme de nuit, aux chalutiers d'utiliser des chaluts pélagiques, semi-pélagiques et de fond dans la zone de pêche située dans les trois miles marins, à partir des lignes de référence", lit-on dans le communiqué. Pour ce faire, le ministère a appelé les professionnels et les équipementiers des chalutiers, à faire preuve d'un "haut sens de citoyenneté" et à contribuer à la préservation de la richesse halieutique et à en assurer la pérennité, tout en s'abstenant de pêcher, pour permettre aux poissons de se reproduire", ajoute la même source. L'application de la période de repos biologique intervient, sur la base de l'arrêté ministériel du 24 avril 2024 qui fixe les limitations d'utilisation des chaluts pélagiques, semi-pélagiques et de fond dans le temps et dans l'espace, amendé et complété.

CRAAG

Secousse tellurique de 3 degrés dans la wilaya de Tipaza

Une secousse tellurique de magnitude 3 sur l'échelle de Richter a été enregistrée, samedi à 10h05, dans la wilaya de Tipaza, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km au nord-ouest de Gouraya, dans la même wilaya, précise la même source.

SAISON ESTIVALE

Algérie Télécom adapte les horaires de travail de ses agences commerciales

Algérie Télécom (AT) a annoncé les horaires de travail de ses agences commerciales durant la saison estivale, indique vendredi un communiqué de cette entreprise. "Afin de mieux répondre aux besoins de son aimable clientèle, Algérie Télécom a le plaisir d'annoncer que les horaires de travail de ses agences commerciales seront adaptés pour la saison estivale, du 1er juin au 30 Septembre 2024", précise le communiqué. Ainsi, pour les régions nord du pays, les agences commerciales seront ouvertes du samedi au jeudi, de 08h00 à 19h00, alors que pour les régions du sud, les agences seront accessibles de 07h00 à 12h00 et de 16h00 à 20h00. Aussi, les points de présence d'Algérie Télécom seront ouverts

pour accueillir ses clients, du dimanche au jeudi, de 08h00 à 16h30 pour le Nord et de 07h00 à 14h00 pour le Sud, ajoute la même source. Afin de garantir un service continu et fiable, Algérie Télécom tient également à souligner qu'une permanence sera assurée durant la journée du samedi pour tous les points de présence au niveau des régions du nord et du sud, conformément aux horaires appliqués durant les autres jours de la semaine. Algérie Télécom tient à exprimer sa gratitude envers sa clientèle pour sa confiance continue et l'invite à profiter pleinement de ses services pendant cette période estivale. Pour plus de détails, AT invite ses usagers désireux d'avoir plus de détails à consulter son site web: www.algerietelecom.dz.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ALGÉRIE-TUNISIE

Signature d'un accord-cadre entre les agences du foncier touristique des deux pays

Un accord-cadre a été signé, jeudi à Alger, entre les agences du foncier touristique algérienne et tunisienne, visant à renforcer l'échange d'expériences et d'expertises dans le domaine de la gestion du foncier touristique. L'accord a été cosigné par le Directeur général de l'Agence nationale du foncier touristique (ANFT), M. Mehnaoui Salim, et son homologue tunisien, M. Fethi Charfi, sous la supervision du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, et son homologue tunisien, Mohamed Moez Belhasine. A cette occasion, le directeur général

de l'ANFT a affirmé dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie de signature que cet accord "s'inscrit dans le cadre du jumelage entre les deux pays en matière d'aménagement touristique et de gestion immobilière dans les zones d'expansion touristique". M. Mahnaoui a estimé que cet accord permettra à l'Agence nationale du foncier touristique de profiter de l'expérience tunisienne en matière de gestion du foncier touristique et de renforcer son expertise au profit des investisseurs. De son côté, le Directeur général de l'Agence tunisienne de foncier touristique, a souligné

l'importance de la signature de cet accord qui vise essentiellement à échanger les expertises et les expériences dans le domaine de l'aménagement touristique entre les agences de foncier touristique des deux pays. M. Chorfi a rappelé que la formation en matière de gestion du foncier touristique vise à renforcer les capacités des deux parties dans la gestion du foncier touristique et l'aménagement touristiques et à jeter les bases des infrastructures pour la réalisation de projets touristiques.

MONNAIE

L'euro profite de l'inflation en zone euro, la faiblesse du yen persiste

La monnaie unique a légèrement profité d'une accélération de la hausse de prix supérieure aux attentes en zone euro, éloignant la probabilité de deux baisses de taux d'affilée cet été tandis qu'une inflation stable aux Etats-Unis a finalement conforté le dollar. Vers 19H30 GMT, l'euro grappillait 0,10% face au billet vert, à 1,0843 dollar pour un euro, et s'appréciait également de 0,10% face à la livre, à 85,15 pence pour un euro. Le Dollar Index qui mesure la devise américaine face à un panier de monnaies cédait 0,04% à 104,66 points après la parution de l'indice PCE en avril aux Etats-Unis qui montre que la hausse des prix se maintient à 2,7% sur un an, encore loin de l'objectif de 2% de la banque centrale américaine. Les cambistes s'attendent toujours à ce que la BCE annonce une baisse de ses taux à l'occasion de sa prochaine réunion de politique monétaire, jeudi; mais la possibilité de deux baisses consécutives semble désormais hors jeu. Pour endiguer l'inflation, la BCE a augmenté les coûts d'emprunt à un rythme sans précédent depuis juillet 2022. Ses taux sont maintenus inchangés à un niveau record depuis octobre 2023, après dix hausses d'affilée. L'augmentation des prix à la consommation en zone euro a en conséquence largement ralenti, après avoir culminé à 10,6% sur un an en octobre 2022, quand les tarifs de l'énergie flambaient dans le contexte du conflit ukrainien. De son côté le yen retombait lourdement malgré les dernières interventions des autorités japonaises pour endiguer l'affaiblissement de la devise nippone. Vers 19H30 GMT, le yen perdait 0,30% face au billet vert à 157,29 yens pour

un dollar. La devise japonaise cédait 0,41% face à l'euro à 170,56 yens pour un euro. Le Japon est intervenu sur le marché des changes à hauteur d'environ 62 milliards de dollars depuis fin avril, a annoncé vendredi le ministère des Finances nippon, confirmant les spéculations du marché en ce sens. Ces interventions japonaises au cours du mois écoulé ont représenté au total 9.788,5 milliards de yens entre le 26 avril et le 29 mai, a indiqué le ministère, qui annonce chaque mois ces statistiques. A chaque fois, l'intervention présumée a brusquement fait remonter la devise nippone, mais seulement de manière temporaire, le yen restant fragilisé par la politique monétaire accommodante de la Banque du Japon (BoJ) alors que les autres banques centrales maintiennent pour l'instant des taux d'intérêt élevés.(

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Mai 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	76	88	65	البطاطا
	Tomate	80	93	68	الطماطم
	Oignon sec	82	90	73	البصل الجاف
	All sec	394	453	336	الثوم الجاف
	All vert	110	123	96	الثوم الأخضر
	Carotte	70	78	61	الجزر
	Navet	95	106	85	لفت
	Petit pois	247	268	225	الجيلانة
	Fève verte	109	122	96	الفول الأخضر
	Courgette	86	97	74	الكوسة
	Haricot vert	234	255	214	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	125	139	111	الخس
Fruits frais	Pomme locale	446	555	337	التفاح المحلي
	Datte	550	662	438	التمر
	Orange	196	259	134	البرتقال
	Citron	157	174	139	الليمون
	Banane	334	347	322	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1688	1800	1576	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	349	361	337	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	103	90	حليب البقر (لتر)

3^e PIB AFRICAÏN, ET 1^{ER} AU MAGHREB

L’Algérie sur la voie de la croissance

L’Algérie a le vent en poupe et entend conserver ses avantages par une politique économique basée sur des réformes pragmatiques. Notre pays se démarque avec le 3ème PIB du continent africain, estimé à 244,7 Mds USD en 2023 selon le FMI, et le PIB par habitant le plus élevé du Maghreb, atteignant 4 982 USD en 2023. Des conjonctures favorables et intelligemment utilisées. C’est ce que vient de confirmer le Cnese, qui indique que des indicateurs positifs sont enregistrés dans plusieurs domaines grâce aux efforts de l’Etat.

Par Réda Hadi

Il est utile de rappeler que cette impulsion positive s'inscrit dans une dynamique initiée en 2021, où la reprise de l'activité économique s'est poursuivie, se stabilisant au fil des années. En effet, et comme pour corroborer ces faits, la présidente du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Rabia Kherfi a affirmé que le Conseil avait enregistré dans ses rapports des indicateurs positifs dans les domaines économique, social et environnemental, reflétant les efforts déployés par l'Etat pour améliorer le niveau de vie des citoyens et booster le développement afin de créer de l'emploi et diversifier l'économie nationale. Parmi les données les plus importantes, elle a rappelé que l'année 2023 s'était caractérisée par "des indicateurs économiquement équilibrés et des progrès notables dans le domaine social, ce qui représente une base solide pour 2024 et les années qui suivront". Parmi les principaux indicateurs qu'elle a cités, figure un taux de croissance économique encourageant réalisé par l'Algérie, estimé à 4,1% et un PIB de près de 260 milliards USD en 2023, tandis que la balance commerciale a enregistré un excédent d'environ 10 milliards USD vers la fin de l'année précédente, grâce à des exportations d'une valeur de 54,7 milliards USD avec une augmentation d'environ 3% par rapport à 2022, contre 44,3 milliards USD d'importations.

Elle a, en outre indiqué que les réserves de change ont atteint 69 milliards USD avec une croissance de 24% des recettes budgétaires en sus d'une augmentation des recettes fiscales pétrolières d'environ 20% outre les recettes ordinaires (+28 %) et fiscales (+17%), ainsi qu'une augmentation du volume des transactions sur internet à un taux supérieur à 77%. Par ailleurs, elle a mis en exergue les réalisations de l'Algérie dans le secteur de l'énergie en renforçant sa position dans le marché mondial de l'énergie en 2023, devenant, ainsi le deuxième plus grand fournisseur de gaz naturel pour l'Union européenne avec une augmentation "remarquable" de ses exportations en matière de gaz liquéfié, précisant que le secteur de l'énergie demeure un secteur prometteur pour l'Algérie. Dans ce ciel sans nuage et prometteur, toutes les institutions internationales convergent vers le même avis en ce qui concerne l'Algérie. Tout concours à ce que les réformes et les politiques engagées par l'Algérie commencent à porter leurs fruits. D'ailleurs, selon le dernier rapport des perspectives économiques en Afrique de la Banque africaine de développement (BAD), dévoilé jeudi à Nairobi (Kenya), la BAD a revu sensiblement à la hausse le taux de croissance prévu pour l'Algérie pour 2024, à 4%, contre 2,7% prévu dans l'édition 2023 du même rapport. Pour l'année prochaine, la BAD table sur une croissance de 3,7% pour l'économie algérienne, soulignant que les performances

prévues seront portées notamment par les secteurs de l'industrie, la construction, les services ainsi que par le secteur des hydrocarbures, avec une hausse des exportations qui se maintiendra à 5 % en 2024 et 2025. S'agissant de l'inflation, elle devrait continuer sa tendance baissière pour atteindre 6,8 en 2024 et 5,7% en 2025, une "chute" qui sera réalisé grâce à l'augmentation de la production agricole, selon le rapport. Le compte courant devrait bénéficier d'une stabilité prévue sur les marchés internationaux des hydrocarbures et rester excédentaire, d'après les chiffres de l'institution financière panafricaine. La situation sociale du pays n'est pas en reste, puisque la présidente du Cnese a affirmé que l'Algérie a réalisé plusieurs acquis, y compris ceux accomplis en matière de droit, et ce, en ajoutant plusieurs législations relatives à la protection des droits des citoyens, outre de nombreux acquis sociaux. Elle a cité, parmi les acquis, les revalorisations de la pension des retraites, la création de l'allocation Chômage et la promotion du rôle de la femme et des jeunes au sein de la société, outre "le progrès important réalisé au niveau de l'Indice de développement humain (IDH), atteint grâce aux efforts consentis par l'Etat dans les domaines de la santé et de l'Education, ainsi que la réalisation d'acquis importants en matière de sécurité alimentaire, et ce, grâce aux réalisations du secteur agricole qui a "connu un bond qualitatif ces dernières années".

IMPACT DE LA TAXE CARBONE EUROPÉENNE SUR LES PAYS AFRICAÏNS 35 milliards de dollars de pertes annuellement !

Par Slimane T.

Les exportations africaines seront fortement impactées à partir de 2026. L'imposition de la taxe carbone, à partir du 1^{er} janvier 2026 sur les frontières de l'Union européenne, pénalisera les exportations africaines, a indiqué le président du groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, lors d'une conférence de presse organisée à l'issue de la clôture officielle. Dans ce sens, il a jugé primordial de prendre en considération la spécificité africaine lors de l'élaboration de stratégies climatiques, en Europe notamment. L'intervenant a rappelé la situation particulière de ce continent qui ne contribue que de 3% des émissions de gaz à effet de serre. «Il faut faire preuve de souplesse pour ne pas compromettre le processus d'industrialisation de l'Afrique», a-t-il soutenu, ajoutant que l'impact de la taxe carbone européenne sur les économies du continent est estimé à 35 milliards de dollars comme pertes annuelles sur les exportations. Par ailleurs, le Conseil des gouverneurs de

la Banque africaine de développement (BAD) a appelé, vendredi à Nairobi (Kenya), à la création d'une agence de notation africaine, afin de permettre aux pays africains de bénéficier davantage de financements pour leur développement socio-économique. «Le Conseil des gouverneurs a souligné aujourd'hui la nécessité de créer une agence africaine de notation, pour une évaluation juste et appropriée des opérations souveraines et non souveraines au continent», a indiqué le président du groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, lors de la cérémonie de clôture des travaux des Assemblées annuelles 2024 de cette institution financière. L'objectif principal de ce type d'institution «n'est pas de concurrencer les agences de notation internationales, mais d'instaurer une nouvelle culture d'évaluation qui prend en considération les différentes spécificités des économies africaines», souligne-t-il. Selon lui, la création d'une agence de notation africaine permettra, à travers sa nouvelle vision, d'économiser plus de 75 milliards de dollars dépensés au titre du ser-

vice de la dette en raison d'une notation «injuste», un montant important qui devait être destiné aux projets de développement en Afrique. Le Conseil des gouverneurs a aussi recommandé de revoir le mode de calcul du Produit intérieur brut (PIB) des économies africaines en incluant les richesses vertes (forêts, stockage du carbone...) du continent, a fait savoir M. Adesina. Le PIB sous-évalué de l'Afrique donne une mauvaise image sur ces économies, car il n'inclut pas toutes ses richesses naturelles, estime-t-il. Les gouverneurs de la BAD ont approuvé, par ailleurs, une augmentation des ressources financières «appelables» de l'institution, de 117 milliards de dollars, en passant de 201 milliards à 318 milliards, a indiqué M. Adesina ajoutant que cette mesure permettrait de mobiliser plus de liquidités pour financer les besoins croissants du développement en Afrique. Il a également mis en exergue l'importance de maintenir la notation AAA de la BAD afin de préserver son rôle d'instrument clé de développement en Afrique.

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Adesina salue la contribution active de l’Algérie

La contribution active de l'Algérie en matière de financement au sein du Fonds africain de développement (FAD), filiale du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), a été saluée, vendredi à Nairobi (Kenya) par le président du groupe, Akinwumi Adesina. S'exprimant lors d'une conférence de presse à l'issue de la clôture officielle des travaux des Assemblées annuelles 2024 du groupe de la BAD, M. Adesina a mis en avant la contribution active de certains pays membres régionaux du FAD, dont l'Algérie, à travers des financements concessionnels pour des projets et des programmes soutenant le développement économique et social dans les pays africains les moins développés. Il a cité également le Kenya, pays hôte des Assemblées annuelles 2024, qui a annoncé à cette occasion une enveloppe de 20 millions de dollars dans le cadre de la 17^e reconstitution du FAD, devenant ainsi l'un des plus grands pays donateurs à côté d'autres pays, dont l'Algérie. Le président de la BAD a estimé, par ailleurs, que les Assemblées annuelles organisées à Nairobi ont été "très réussies" au vu du dialogue lancée entre les membres du groupe, et avec les grands acteurs de la finance au monde, dans l'objectif de reconfigurer l'architecture financière internationale qui ne permet pas actuellement un financement suffisant au développement en Afrique. Les Assemblées ont été l'occasion de confirmer l'engagement des pays membres pour une croissance économique la plus soutenue en Afrique et une amélioration constante à la vie de ses populations, souligne-t-il. Selon le bilan des activités de la BAD dévoilé à l'occasion, les fonds approuvés par cette institution financière ont augmenté en 2023 de 30% sur un an, pour atteindre plus de 10 milliards de dollars. Les projets clôturés en 2023 ont permis un accès à de nouvelles connexions électriques au profit de 2,4 millions de personnes, l'utilisation des intrants améliorés, notamment la micro-irrigation, les engrais et les semences résistantes au climat pour 11 millions d'agriculteurs et l'accès au financement au profit de plus de 440.000 entreprises. En outre, 3,5 millions de personnes ont eu accès à de meilleurs services de transport et 9 millions de personnes ont eu un nouvel accès ou un accès amélioré à l'eau et à l'assainissement, grâce à ces projets. Les Assemblées du groupe de la BAD pour l'année prochaine 2025 seront organisées à Abidjan (Côte d'Ivoire), a-t-on annoncé lors de la séance de clôture.

R.E.

BLIDA

Lancement des travaux d'aménagement de 30 écoles primaires

Les travaux d'aménagement et de réfection de 30 écoles primaires de la commune de Blida ont été lancés dernièrement en prévision de la rentrée scolaire 2024/2025, a-t-on appris, auprès des services de la commune.

" Ces travaux de réhabilitation concernant 30 écoles primaires sur les 58 que compte la commune, sont lancés dans le but d'assurer de bonnes conditions de scolarité tant aux élèves qu'aux staffs enseignants, a indiqué le vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Blida, Samir Aimer. Ce programme portant, entre autres, sur la réalisation de travaux de réfection, de plomberie, d'assainissement et d'aménagement des cours, en plus de travaux de peinture pour les classes, a été affecté d'une enveloppe de près de 300 millions de DA, selon la même source qui a noté que d'ancien établissement comme l'école Ahmed Abed et Mohamed Rikaseront touchés par l'opération.

Sur un autre voler, le responsable a fait part du lancement d'une nouvelle opération pour le réaménagement du boulevard "Abdallah El Aichi", du centre-ville de Blida, dans le cadre de l'embellissement des artères principales de la ville. Il a souligné la mobilisation d'une enveloppe de 40 millions de DA sur le budget de la commune pour cette opération prévoyant, notamment, des travaux d'embellissement et d'aménagement au niveau de cette artère reliant les deux places publiques "Al-Houria" et "1er Novembre", dans un délai n'excédant pas 40 jours.

Des sièges seront également installés tout au long de ce boulevard parsemé de dizaines de bigaradiers (orangers amers), et également connu sous le nom de " Zenkate-Laârayes" en raison des magasins de vente des articles de mariées qui y sont implantés et qui sont sollicités par des citoyens de différentes wilayas.

BEJAIA

L'hôtel «l'Etoile» fait peau neuve après des travaux de plusieurs mois

L'hôtel "l'Etoile", situé au cœur de Bejaia à la périphérie de la mythique place du 1er novembre (ex-place Gueydon) a rouvert ses portes, après une rénovation de plusieurs mois, qui font désormais de lui un haut lieu de tourisme et d'histoire.

Le lieu est réputé pour avoir accueilli, 10 ans durant (1931-1941), un illustre personnage, qui n'est autre que le septième président du Portugal (octobre 1923-décembre 1925), l'écrivain et poète, Manuel Teixeira Gomes. De stature modeste à l'origine avec seulement 26 chambres, l'établissement a vécu des années durant, presque en situation d'abandon. Pourtant, il est localisé au milieu d'un ensemble d'immeubles architecturalement de très haute facture, au contour de la plus belle place de Bejaia, spacieuse et grandement ouverte sur le port et la rade. De plus, l'hôtel renferme le secret de l'exil du président Gomes qui, au-delà de ses anciennes fonctions politiques, avait la réputation d'avoir été un homme d'un raffinement extrême et d'une culture admirable. Autant d'atouts censés militer en faveur de sa conservation, voire de sa rénovation, mais qui n'ont pas in-

téressé, pour des raisons encore inexplicables, les promoteurs touristiques locaux. Outre le fait de posséder du caractère, l'hôtel pétillait de plus par sa dimension historique. Ce n'est qu'en 2017, qu'un repreneur s'est manifesté pour le reprendre en concession auprès de la commune et qui, de suite, a mis les moyens pour lui rendre sa superbe. "Il l'a fait par passion", a souligné Imad, le gérant principal de l'établissement, visiblement très fier des transformations introduites et qui regrette que le repreneur n'ait pas survécu à son œuvre, ayant tiré sa révérence il y a à peine quelques jours. L'hôtel, qui compte trois (3) étages, a subi une rénovation et une modernisation intégrale. Hormis la chambre "13" qu'avait occupé le président Gomes, gardée quasiment en l'état avec son ameublement et ses rideaux, à l'exception du plancher recouvert d'une fraîche dalle de sol, toutes les autres

chambres ont été refaites, remeublées et ré-éclairées avec une touche artistique délicate et un décor d'ensemble pour le moins somptueux. Un ascenseur, inexistant auparavant, est venu renforcer le confort général ainsi qu'une terrasse au-dessus de l'immeuble qui fait front à la mer au sud, et au mont Gouraya au nord, donnant aux clients et autres visiteurs des sensations de charme que l'on imagine analogues à celles éprouvées par le président Gomes, lequel ne tarissait pas d'éloges sur la beauté de la ville et de sa région. "Le charme de la mer à lui seul a contribué énormément dans ma décision de rester dans cette ville, une sorte de Cintra (actuelle ville de Sintra au Portugal) au bord de la mer, mais plus accidentée et plus riche en promenades agréables: Bougie est une terre d'élection", rendait-il compte à son meilleur ami resté au Portugal, Joachim Laydao.

RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU

De nombreux projets reprennent vie à Mila

De nombreux projets de forages hydriques en souffrance ont été relancés, tout récemment, par la Direction des Ressources en Eau (DRE) de la wilaya de Mila, avons-nous appris, du directeur du secteur, Messaoud Lachehab. Il s'agit de ceux attribués au titre du programme de renforcement de l'Alimentation en Eau Potable (AEP) aux communes rurales de Chigara, MinarZaraza, Bouhatem et Layadi Barbas. Notre interlocuteur précise que ces projets ont été accordés dans un premier temps, puis retirés à l'entreprise bénéficiaire pour retard dans le lancement des travaux. « On a résilié le contrat

avec l'entreprise qui a remporté le marché pour des considérations liées au retard accusé dans le démarrage des travaux », a-t-il expliqué. Le DRE révèle, dans ce sens, que le programme a été scindé en quatre lots et qu'il sera attribué à autant d'entreprises de réalisation pour en accélérer la concrétisation. Il indique, dans ce sens, qu'un nouveau cahier des charges a été établi pour répondre à cette nouvelle situation et qu'un nouvel appel d'offre a été lancé pour la réalisation des quatre lots. « On est en phase d'évaluation des offres actuellement », a-t-il souligné. Lachehab précise qu'il s'agit d'un programme sectoriel

doté d'une enveloppe de dix milliards et qu'il va profiter aux quatre communes rurales de Chigara, MinarZaraza, Bouhatem et Layadi Barbas. Ces agglomérations connaissent un certain déficit en eau de robinet à cause du stress hydrique qui affecte la région. « Il y a un sérieux rabattement de la nappe phréatique dans ces localités, en raison de la sécheresse qui affecte ces communes », a-t-il affirmé. Illustrant son propos, le DRE citera le cas de la commune de Chigara. Il dira : « Cette commune avait quatre forages hydriques, trois dans la localité de Rmayel et le quatrième dans celle de Staïf. Le niveau d'eau

dans ces ouvrages a diminué de façon drastique. L'un d'eux, celui dénommé Rmayel-1, s'est complètement asséché. Pour les trois autres, leur débit est tombé à quatre litres par seconde, alors qu'il se situait, il y quelques années, entre douze et quinze litres par seconde ». Il déclare, d'autre part, que l'AEP de cette commune est en passe d'être renforcée par d'autres projets de forages. Dans ce sens, il révélera que deux autres forages lui ont été accordés : l'un financé par le Fonds de Garantie des Collectivité Locale (FGCL) et l'autre par la DRE. « Celui financé par le FGCL est déjà bien avancé.

PRÉPARATIFS DE LA SAISON ESTIVALE À EL TARF

Une commission de l'intérieur à pied d'œuvre

Une commission dépêchée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire est à pied d'œuvre, dans la wilaya d'El Tarf, pour s'enquérir des préparatifs de la saison estivale. Ses membres se sont rendus à El Kala, région phare du tourisme attirant chaque année des dizaines de milliers d'estivants. Accueilli par les responsables locaux, dont la cheffe de daïra et le maire, la délégation a reçu des explications sur les différents aspects de la préparation de la saison estivale. Selon un responsable présent à la ren-

contre, les discussions ont porté sur la sécurité, l'hygiène et les commodités visant à assurer un séjour agréable pour tous les visiteurs, quelle que soit leur provenance. Une sortie sur le terrain était incontournable avant la visite d'autres plages situées dans les autres communes de la wilaya. À propos du flux des vacanciers dans la région, le wali a fait savoir récemment, lors de sa rencontre avec la presse, que du chemin reste à faire en termes d'infrastructures hôtelières, de services et d'attractivité afin de hisser El Kala et les autres villes côtières au rang qui leur sied. En effet, le grand

nombre de personnes se rendant en Tunisie ou venant de l'étranger, principalement d'Italie via le port de la Goulette en Tunisie, ne font que rarement une escale dans la région. D'où l'impératif d'attirer ces vacanciers et de les inciter à y séjourner. Le flux de ces visiteurs va aller crescendo avec l'ouverture de l'autoroute Est-ouest. Soulignons que de nombreux atouts sont à faire valoir. À commencer par le parc animalier de Brabtia, qui recèle une multitude d'animaux et d'oiseaux, en passant par les lacs, les aires de repos et les forêts récréatives visibles aux abords de la route nationale

44, sans oublier les vestiges historiques et les vastes forêts propices à l'écotourisme, jusqu'aux différentes stations thermales qui nécessitent des investissements pour les rendre plus attrayantes. Pour revenir aux préparatifs, le plan bleu sera activé, les moyens de transport renforcés tout comme la sécurité avec le déploiement de la Sûreté et de la Gendarmerie toute la journée jusqu'à une heure tardive de la nuit. Une attention particulière sera accordée aux auberges des jeunes et aux différents centres de vacances situés principalement entre Oum Theboul et El Kala.

Le retour du biais inflationniste des banques centrales

La probabilité d’une nouvelle poussée inflationniste dans les cinq à sept prochaines années s’est fortement accrue. Cela ne remet pas en cause la compétence des banques centrales, mais plutôt leur indépendance.

Par Kenneth Rogoff (*)

À écouter les banquiers centraux, on pourrait croire que la récente poussée d’inflation n’est qu’une erreur de prévision postpandémique excusable, commise dans un contexte d’incertitude extrême. Pourtant, si ce discours prévaut aujourd’hui sur les marchés et dans la presse, il suppose un niveau d’indépendance des banques centrales qui n’est tout simplement pas réaliste dans l’environnement économique et politique volatil actuel. De plus, même si les banques centrales parviennent à ramener l’inflation à 2 % dans un avenir proche, la probabilité d’une nouvelle poussée inflationniste dans les cinq à sept prochaines années s’est fortement accrue. Cela ne veut pas dire que les banquiers centraux individuels ne sont pas dignes de confiance. Le problème est que la plupart des banques centrales ne sont pas aussi indépendantes que beaucoup le croient. Dans un environnement mondial marqué par la polarisation politique, le poids de la dette publique, les tensions géopolitiques et la démondialisation, l’autonomie des banques centrales ne peut être absolue. En tant que technocrates non élus, les banquiers centraux peuvent jouir d’une indépendance opérationnelle à court terme, mais ce sont les gouvernements qui, en fin de compte, contrôlent les nominations et supervisent les budgets.

Vulnérabilité

Les économistes qui boivent les paroles

des banques centrales en matière de ciblage de l’inflation, et considèrent les accords existants comme sacro-saints, oublient que la croyance selon laquelle l’indépendance des banques centrales peut aider à contrôler l’inflation date d’à peine quatre décennies. Si Finn Kydland et Edward Prescott ont reçu le prix Nobel d’économie pour avoir développé une théorie du biais inflationniste dans la politique monétaire, la solution qu’ils proposaient – donner des instructions aux banques centrales pour qu’elles suivent des lignes directrices spécifiques – était plutôt naïve. Le problème est que les règles simples rencontrent inévitablement des périodes où elles fonctionnent très mal et doivent être révisées en profondeur. C’est ce qui s’est produit après la crise financière mondiale, lorsque la perception qu’avaient les banquiers centraux de ce qui constituait un taux directeur restrictif a radicalement changé ; il semble que cela soit en train de se reproduire aujourd’hui. Durant ces périodes clés, les banques centrales sont extrêmement vulnérables aux pressions politiques. En effet, la pandémie a remis sur le devant de la scène des forces politiques et économiques en sommeil depuis longtemps et il est peu probable que ces forces disparaissent de sitôt. Alors que la période post-pandémique a été marquée par une incertitude accrue, c’est précisément à ce moment-là que les banques centrales ont tendance à être plus enclines à risquer une forte inflation plutôt qu’une récession massive. Après tout, les gens n’aiment peut-être pas l’inflation, mais ils détestent encore plus les récessions profondes et les crises financières.

Alors que les tensions géopolitiques s’intensifient et que la croissance mondiale ralentit, l’incertitude économique devrait rester élevée. Cela s’explique en partie par le fait que les modèles de prévision « néo-keynésiens » des banques centrales reposent fondamentalement sur l’extrapolation. En d’autres termes, ils donnent de bons résultats dans des conditions stables, mais échouent souvent à prévoir les grands tournants. A ces moments charnières, où les banques centrales sont vulnérables aux pressions politiques, il est beaucoup plus productif de rechercher des parallèles historiques ou d’examiner les expériences d’autres pays. Une nouvelle poussée inflationniste pourrait se produire plus tôt que ne le prévoient les marchés. Face aux incertitudes économiques, les banques centrales ne viseront peut-être pas une inflation élevée, mais elles ajusteront probablement leur politique de taux d’intérêt de manière à rendre ce résultat plus probable qu’une récession profonde ou une crise financière. Même s’il est bien connu des économistes, ce biais inflationniste n’a pas été reconnu par les marchés financiers, peut-être parce que les messages des banques centrales sont devenus exceptionnellement efficaces ces dernières décennies. Les banquiers centraux comprennent bien que, dès que les marchés se mettront à douter de leurs intentions, les taux d’intérêt refléteront rapidement la hausse des attentes en matière d’inflation. Néanmoins, il est peu probable que cette prise de conscience les aide à résister aux pressions exercées par les décideurs politiques, qui ne se préoccupent souvent que des prochaines élections et donnent la

priorité à d’autres questions plutôt qu’à la stabilisation de l’inflation à court terme.

Renforcer l’autonomie

Les gouvernements pourraient prendre plusieurs mesures pour renforcer l’indépendance des banques centrales, mais de telles mesures sont peu probables dans l’environnement populiste actuel. Au lieu de veiller à ce que l’inflation reste dans la fourchette cible, les banques centrales sont de plus en plus contraintes de se concentrer sur des questions pour lesquelles elles ne disposent pas des outils, de l’expertise ou de la légitimité politique nécessaires, telles que les inégalités, le changement climatique et la justice sociale. Les banquiers centraux ont certainement pour objectif d’atteindre leurs cibles d’inflation, mais ils doivent toujours se méfier de leurs maîtres politiques. Pour conserver leur indépendance face à des pressions croissantes, les banques centrales devront faire preuve de souplesse et, à l’occasion, faire des concessions, ce qui pourrait conduire à une répétition de la poussée inflationniste postpandémique au cours des dix prochaines années. Par conséquent, les investisseurs réalistes doivent comprendre que, même si les banques centrales parviennent à juguler l’inflation élevée aujourd’hui, celle-ci reviendra plus tôt que ne le prévoient la plupart des prévisions actuelles. (*) économiste et professeur d’université à Harvard.

Ce texte est publié en partenariat entre Les Echos et Project Syndicate

Preuves par l’IA

Par Hélène Rey (*)

Les économistes utilisent de plus en plus l’intelligence artificielle pour étudier textes, archives historiques et maintenant images et films afin d’essayer de mieux comprendre le fonctionnement des économies ou des sociétés. Robert Shiller (prix Nobel) a très tôt parlé de l’importance des « narratifs » en économie ; il souligne que les mots, les métaphores utilisées par les hommes politiques et les médias sont importants pour la conscience collective, pour ces « animal spirits » de Keynes parfois cruciaux pour l’activité économique. Ainsi, les annonces et les minutes de la Réserve fédérale américaine ont-elles été analysées avec des méthodes de traitement du langage naturel pour y déceler toutes les nuances de la politique monétaire et leurs effets sur l’économie. Les relevés des discussions entre analystes et dirigeants de sociétés aux quatre coins du monde ont été passés au peigne fin de l’analyse textuelle pour étudier, par

exemple, le risque cyber sur lequel on a peu de données chiffrées (1), ou le risque géopolitique. Plus récemment, des chercheurs se sont penchés sur l’analyse systématique des folklores (2), exploitant un très riche catalogue de traditions orales avec des méthodes de linguistique computationnelle. Ils ont montré que la prévalence de récits mythiques où la concurrence est nuisible est associée à des peuples moins enclins à l’entrepreneuriat. Ils ont trouvé que si les récits traditionnels représentaient des femmes soumises et des hommes dominants, on en retrouvait les reflets dans les sociétés actuelles. Dans les pays où les tricheurs sont punis dans les récits traditionnels, on a encore aujourd’hui plus de confiance envers ses concitoyens et plus de prospérité. Les valeurs culturelles semblent ainsi très persistantes au cours du temps. Ce sont maintenant les films qui sont analysés grâce à l’intelligence artificielle (3). La proximité culturelle des productions cinématographiques avec les valeurs tra-

ditionnelles véhiculées par les folklores nationaux est estimée en utilisant l’IA. Les auteurs trouvent que les films les plus inspirés par le folklore local ont plus de chance d’être programmés en salle. Ainsi, dans les pays où les narratifs culturels ancestraux encensent la prise de risque, les films d’aventures sont-ils préférés. L’Italie, qui a créé la commedia dell’arte, produit relativement plus de comédies et elles sont plébiscitées. En Grèce, terre de naissance de la tragédie antique, les drames sont les plus populaires. Le Japon a hérité de son théâtre kabuki un amour particulier pour les dessins animés. De plus, les films les plus proches des valeurs véhiculées par le folklore local ont les revenus les plus élevés au boxoffice. En France et en Allemagne, les films d’action ont bien moins de succès qu’en Indonésie où la culture traditionnelle est plus riche en récit de dévastation et en héros affrontant des dangers mortels. Dans tous les pays, sauf aux Etats-Unis, il y a plus de

films étrangers montrés à l’écran que de films locaux. Mais pour l’immense majorité, les films produits localement tendent à être proche du folklore national et remporter un succès populaire. La France fait exception : les films locaux semblent plus éloignés du folklore et tendent à faire moins d’entrées en salle. Sans jugement de valeur, cette recherche documente donc de façon détaillée un aspect de la persistance des cultures. Nos mythes structurent nos imaginaires et influencent les objets culturels contemporains de manière tangible et différenciée selon les pays ou les régions. Certains y verront un exemple de plus de l’impérialisme des économistes sur les différents champs du savoir. J’y vois plutôt la preuve que nombre des méthodologies des économistes sont intéressantes pour découvrir des faits méconnus et enrichir une discussion commune.

(*) Professeure d’économie à la London Business School,

EGYPTE-CHINE
De nouveaux accords
pour consolider le
partenariat
stratégique

Grâce à sa position géographique clé dans le monde arabe, l’Egypte reste un partenaire stratégique pour l’empire du Milieu. En 2023, les échanges commerciaux entre les deux pays se chiffraient à 15,8 milliards \$, selon l’ITC. Lors de la visite d’Etat du président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, à Pékin, l’Egypte et la Chine ont signé de nouveaux accords visant à consolider le partenariat stratégique global qui les lie. Cette information émane des communiqués conjoints publiés par les deux présidences, le mercredi 29 mai 2024. Ces nouveaux accords s’inscrivent dans le cadre d’un programme exécutif pour la période 2024-2028. Il met l’accent sur la coopération dans les domaines de l’industrie, du transfert de technologie, de la diversification du commerce, de la promotion du tourisme et de la collaboration dans des secteurs tels que l’intelligence artificielle (IA) et l’agriculture. Outre ces accords, le président al-Sissi et son homologue chinois Xi Jinping ont discuté de l’approfondissement de leur coopération dans divers domaines. Cela inclut les infrastructures, l’industrie, les énergies renouvelables, les technologies de l’information et les soins de santé. Les deux dirigeants ont également réaffirmé leur soutien mutuel sur les questions internationales et régionales, ainsi que leur engagement à coopérer sur des plateformes multilatérales telles que les Nations Unies et les BRICS. La coopération entre Le Caire et Pékin s’est intensifiée, au fil des années. Dans le cadre de l’initiative des Nouvelles Routes de la Soie, l’Egypte demeure un partenaire stratégique pour la Chine en raison de sa position géographique clé dans le monde arabe. Pékin a ainsi investi des milliards de dollars dans des projets étatiques égyptiens, notamment la zone économique du canal de Suez. Les échanges commerciaux entre les deux nations témoignent également de la solidité des relations bilatérales. Selon les données de l’International Trade Center (ITC), le volume des échanges a atteint 15,8 milliards de dollars en 2023. Notons que la visite du président égyptien coïncide avec le Forum de coopération Chine-Etats arabes. A cette occasion, Abdel Fatah Al-Sissi a rappelé les objectifs de cette rencontre dont : « la promotion de la coopération Sud-Sud et l’établissement d’un ordre international plus juste ».

OFFICE NATIONAL DES FOURRAGES DE TUNISIE
Une mission urgente
de régulation

Deux mois après la mise en place de l’Office national des fourrages et la nomination d’un PDG à sa tête, cet établissement public, nouvellement créé, est confronté à une tâche difficile : réguler le marché des fourrages en Tunisie. Quelles sont donc les missions et les objectifs de cette nouvelle structure ? Par quels moyens va-t-elle procéder pour les réussir ? Présent lors d’un débat organisé par l’Iace sur la thématique, le P.-d.g. de l’Office national des fourrages, Ridha Hassoumi, répond à ces interrogations.

Revenant sur le contexte de création de l’office, Hassoumi a indiqué qu’il s’agit d’un établissement à caractère commercial, opérationnel depuis mars 2024. Son principal objectif, en tant qu’unique vis-à-vis, est de chapeauter un secteur fragmenté entre divers intervenants et parties prenantes. Selon le responsable, cet établissement vient en réponse au désarroi des éleveurs de bétail qui font face à l’instabilité des prix sur le marché ainsi qu’à des difficultés d’approvisionnement en fourrage. « La création de l’office est un message clair à ces agriculteurs que l’Etat est là pour les aider et les soutenir », a-t-il insisté. Outre la réalisation d’études prospectives, cette nouvelle structure veillera à constituer un stock stratégique. Ce stock permettra d’assurer l’approvisionnement des éleveurs en aliments de bétail de façon continue et avec des prix stables. En effet, avec la récurrence des épisodes de sécheresse, conséquence inévitable du changement climatique, un tel stock est nécessaire pour amortir le

choc subi par les petits agriculteurs, explique-t-on. « Prenons l’exemple de l’année dernière. Les prix du foin et de la paille ont doublé et parfois quintuplé. La mission de l’office est donc d’intervenir dans des conditions similaires pour provoquer une baisse des prix », a-t-il indiqué.

Produire est aussi un objectif

Mais l’office a aussi une fonction de production. Car, affirme le responsable, la Tunisie devra réduire son déficit fourrager structurel qui se situe actuellement autour de 35%. La production, quant à elle, peut être assurée par deux voies : directe grâce à des prairies acquises par l’office ou indirecte par le biais de partenariats avec des agriculteurs. Ces derniers percevront une avance lors des périodes des semis et de la récolte pour produire les fourrages qui seront achetés par la suite par l’office. Selon Hassoumi, durant cette saison, les prix

ont déjà commencé à se stabiliser. Il a ajouté que l’office s’est penché sur le problème de la spéculation dans le secteur, précisant que des mesures ciblant les intermédiaires, accusés de provoquer des hausses des prix, seront prochainement prises.

Revenant sur la baisse de la production des fourrages en Tunisie, le Pdg de l’office a évoqué la surexploitation des prairies, la réticence des producteurs de fourrage sur fond de changement climatique et le surendettement des petits agriculteurs qui ne peuvent pas supporter le coût de production. « Les agriculteurs essaient de s’adapter au changement climatique. Dès qu’ils s’aperçoivent d’un retard de pluie, ils rechignent à la tâche. Il y a aussi le problème du surendettement des petits agriculteurs. L’office va aider les producteurs en difficultés financières », a-t-il précisé. Et d’ajouter : « Cet établissement regroupe la crème des professionnels du secteur. On est en train de réfléchir aux moyens de limiter nos importations d’aliments de bétail ».

ARABIE SAOUDITE

Offre d’actions sur le marché secondaire

Selon Bloomberg, le gouvernement saoudien, principal actionnaire du géant pétrolier Aramco, prépare une offre d’actions sur le marché secondaire pour ce dimanche 2 juin. Celle-ci pourrait permettre de lever 10 Md USD auprès d’investisseurs internationaux. L’offre sera probablement proposée avec une décote supplémentaire pouvant atteindre 10 % par rapport au prix de négociation, même si cette décote pourrait être réduite en fonction de la demande des investisseurs. Le gouvernement détient 82 % des

parts de l’entreprise dont la capitalisation boursière atteint 1 900 Md USD. L’opération interviendra quelques jours après que les actions d’Aramco soient tombées à leur plus bas niveau depuis plus d’un an (29,0 SAR le 26 mai) et coïncidera avec la prochaine réunion de l’OPEP+ qui se tiendra le 1er juin. Pour rappel, l’introduction en bourse d’Aramco en 2019 avait permis de lever 29,4 Md USD. Cette opération souligne le besoin de financement du royaume pour poursuivre ses ambitieux programmes d’investissement. Le gouvernement

central a besoin de financer les déficits fiscaux qu’il prévoit d’enregistrer au cours des trois prochaines années. Outre cette nouvelle vente d’actions d’Aramco, on relève deux autres options de financement utilisées par le royaume. Premièrement, le PIF a liquidé une large partie de son portefeuille d’actions américaines. La dernière déclaration du PIF à la Securities and Exchange Commission des États-Unis a montré que la valeur de ses avoirs en actions américaines a diminué de 41 %, passant de 35,2 Md USD au T3 2023 à 20,6 Md

USD au T4 2023. Bien qu’une partie de cette baisse soit imputable aux pertes de Lucid Motors, le PIF a fermé des positions qu’il détenait précédemment dans plus de 20 entreprises. Ces ventes auraient rapporté plus de 14 Md USD. Deuxièmement, le gouvernement central, via le National Debt Management Centre (NDMC), a émis hier un nouveau sukuk international (obligation islamique), libellé en dollars et d’une valeur de 5 Md USD, après avoir levé 12 Md USD sur le marché de la dette en janvier.

MAURITANIE

Formation des observateurs phytosanitaires sur l’inspection
et les principales méthodes d’échantillonnage

Une session de formation sur l’inspection et les principales méthodes d’échantillonnage au profit des observateurs phytosanitaires dans notre pays a débuté à Nouakchott. Ce stage de trois jours est organisé par le ministère de l’Agriculture en coopération avec la FAO dans le cadre du projet de renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la Direction de la Protection des Végétaux. La formation à laquelle prendront part 25 participants représentant les services techniques du département, abordera plusieurs sujets liés à la définition des

principaux organismes de quarantaine rencontrés lors de l’inspection phytosanitaire et fournira aux participants un aperçu détaillé des systèmes de gestion du contrôle phytosanitaire en Mauritanie et dans le monde. Les participants bénéficieront également du renforcement des capacités en vue de mettre en œuvre des méthodes de surveillance et d’échantillonnage dans les champs et les lieux de stockage afin de respecter les normes internationales en matière de mesures phytosanitaires et de la formation du personnel technique aux procédures administratives. Le cours

visera à former les participants aux pratiques de base du contrôle phytosanitaire, à une présentation détaillée des normes internationales en matière de mesures phytosanitaires, à une formation sur la charte du contrôleur, aux procédures d’enregistrement et de contrôle. Le secrétaire général du ministère de l’Agriculture, M. Ahmed Salem Ould El Arby, a expliqué à l’ouverture de la session que le secteur agricole s’efforce de créer les conditions propices à l’augmentation et à l’amélioration de la production agricole ainsi qu’à la réduction des effets négatifs du changement climatique

sur les écosystèmes des différents types d’agriculture de notre pays. Il a ajouté que sur des directives de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, et dans le cadre du programme du gouvernement du Premier ministre, M. Mohamed Ould Bilal Messoud, le secteur déploie de grands efforts pour améliorer les services agricoles et protéger et préserver les ressources naturelles afin de servir un système agricole durable qui assure la sécurité alimentaire des citoyens et protège notre environnement de la dégradation.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

La stratégie et ses objectifs pour les 10 prochaines années, dévoilés

Le Groupe de la Banque africaine de développement a dévoilé aujourd’hui sa nouvelle Stratégie décennale 2024-2033, un schéma directeur pour faire face aux défis urgents de l’Afrique et aider à remettre fermement le continent sur la voie d’une croissance économique et d’une prospérité durables.

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, présentant la stratégie lors des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque à Nairobi, au Kenya, a déclaré : « En tant que première institution de financement du développement en Afrique, et banque des solutions pour l’Afrique, nous sommes parfaitement conscients que la prochaine décennie sera décisive pour la transformation du continent. C’est pourquoi, alors que nous célébrons 60 ans passés à faire la différence dans les pays et les vies des populations d’Afrique, nous restons déterminés à accélérer le soutien que nous apportons aux pays africains. » Les effets de la pandémie de Covid-19 ont entraîné une aggravation de l’insécurité alimentaire et une crise de la dette grandissante dans toute l’Afrique. Dans le même temps, les impacts du changement climatique s’intensifient et s’accroissent, parallèlement à une recrudescence des conflits et de l’instabilité politique. L’Afrique est confrontée à un exode important de sa future main-d’œuvre à la recherche d’opportunités à l’étranger, un phénomène aggravé par une démographie jeune qui progresse plus vite que la création d’emplois. La stratégie, approuvée cette année par le Conseil d’administration, définit les mesures décisives et urgentes que la Banque prendra pour aider les pays africains à relever les défis mondiaux et régionaux sans précédent. Ces mesures s’appuieront sur les multiples atouts uniques de l’Afrique et redonneront de l’élan pour pouvoir réaliser l’Agenda 2063 de l’Union africaine et les Objectifs de développement durable des Nations unies, favorisant à terme une croissance durable. La vision stratégique 2024-2033 repose sur la conviction que l’Afrique dispose d’un vaste potentiel de transformation sociétale et économique. En tirant parti de la main-

d’œuvre la plus jeune et à la croissance la plus rapide au monde, des marchés urbains en pleine expansion, de la richesse des ressources naturelles et du vaste potentiel en matière d’énergie propre, l’Afrique est prête à stimuler une croissance durable et à apporter une contribution significative aux solutions mondiales durant la prochaine décennie. « La stratégie décennale décrit la manière dont la Banque investira dans le meilleur atout de l’Afrique : ses jeunes hommes et femmes dynamiques. La population africaine, qui connaît la croissance la plus rapide au monde, offre au continent une fenêtre d’opportunité démographique sans précédent », a déclaré M. Adesina. La nouvelle stratégie articule une vision d’une Afrique prospère, inclusive, résiliente et intégrée, étayée par deux objectifs clés au cours de la prochaine décennie : accélérer la croissance verte inclusive et favoriser des économies prospères et résilientes. En mettant l’accent sur la durabilité, la Banque s’efforcera de trouver un équilibre entre les préoccupations environnementales, l’équité et le progrès économique. S’appuyant sur la décennie écoulée de mise en œuvre réussie des “High 5”, la Banque vise à accélérer et à intensifier ses efforts, en se concentrant sur des projets transformateurs ayant un impact considérable. Pour optimiser les résultats, tout en gérant les risques, la Banque rationalisera son modèle opérationnel pour accroître son agilité et son efficacité. Les cinq grandes priorités opérationnelles de la Banque, énumérées ci-dessous, font partie intégrante de la réalisation de ces objectifs : Éclairer l’Afrique et l’alimenter en énergie : promouvoir l’accès universel à une énergie moderne et abordable. Nourrir l’Afrique : assurer la sécurité alimentaire grâce à la transformation de l’agriculture. Industrialiser l’Afrique : catalyser le secteur manufacturier en tant que moteur essentiel

de la création d’emplois. Intégrer l’Afrique : favoriser l’intégration régionale et les chaînes de valeur pour une économie plus cohérente. Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique : améliorer le niveau de vie, en particulier celui des femmes et des jeunes. Les principales priorités transversales comprennent la promotion de l’égalité des genres, l’investissement dans les jeunes, la lutte contre le changement climatique et l’investissement dans l’action climatique, le soutien aux États fragiles et la promotion de la bonne gouvernance et de la stabilité économique. La Banque est consciente du rôle essentiel du secteur privé dans la transformation de l’Afrique. Au cours de la prochaine décennie, elle renforcera sa collaboration avec le secteur privé, donnant la priorité aux investissements dans les entreprises, les chaînes de valeur et les micros, petites et moyennes entreprises, en particulier celles dirigées par des femmes et des jeunes. L’ampleur et l’urgence du défi nécessiteront des ressources plus importantes qu’auparavant. La Banque s’engage à mobiliser des ressources provenant de diverses sources, notamment des recettes intérieures et des financements privés. Elle entend tripler les financements du secteur privé d’ici 2033 tout en renforçant sa capacité de financement grâce à des mécanismes innovants. En réponse aux appels lancés aux banques multilatérales de développement pour qu’elles maximisent le potentiel de leurs bilans, la Banque poursuivra diverses options pour renforcer sa capacité de financement pendant la durée de la Stratégie décennale. Ces mesures comprennent le capital hybride durable, les transferts de risques et le réacheminement d’une part importante des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international par l’intermédiaire des Banques multilatérales de développement.

SÉNÉGAL

Baisse de 25 % des exportations de mangues en 2023

Le Sénégal est l’un des principaux fournisseurs de mangues de l’UEMOA avec la Côte d’Ivoire, le Mali et le Burkina Faso. La baisse des expéditions enregistrées par le pays depuis 2021 soulève des inquiétudes dans la filière. Au Sénégal, les exportations de mangues se sont élevées à 12 000 tonnes au cours de la campagne 2023, selon les données officielles. Ce stock est en recul de 25 % par rapport aux 16 000 tonnes expédiées un an plus tôt. Cette contreperformance vient renforcer les inquiétudes des acteurs de la filière qui est sur une pente descendante depuis le record de 24 581 tonnes de mangues expédiées sur le marché international en 2021. Selon Aminata Diouf, directrice générale du Domaine agricole de Nema, l’un des principaux acteurs de la filière, la situation est liée aux conditions climatiques peu favorables qui ont affecté la production et la qualité du fruit. À cela s’ajoute l’effet de la taxe de 15 Fcfa par kilogramme de mangues (dont 10 Fcfa supporté par les exportateurs et le reste par les producteurs) imposée par les autorités en 2023 pour lutter contre la mouche des fruits. « Cette taxe a limité les exportations de la mangue sénégalaise en 2023 sur le marché mondial en poussant certains producteurs à ne pas vendre leurs mangues aux exportateurs, mais à les vendre sur le marché local », ajoute Mme Diouf. Rappelons que l’Union européenne est la principale destination pour les mangues sénégalaises. Sur le marché du bloc économique, la concurrence est rude avec la forte présence des fournisseurs sud-américains comme le Brésil et le Pérou.

KENYA

Un prêt de 1,2 milliard \$ de la Banque mondiale pour stimuler la croissance

Le financement soutiendra plusieurs réformes économiques, dont la mise en place d’un compte unique du Trésor, la consolidation de la masse salariale, le déploiement d’un système de protection sociale modernisé, et l’ouverture du secteur des TIC à davantage d’investissements étrangers. Le groupe de la Banque mondiale a annoncé, dans un communiqué publié le jeudi 30 mai 2024, avoir approuvé l’octroi d’un financement de 1,2 milliard de dollars en faveur du Kenya pour aider ce pays d’Afrique de l’Est à faire face à des pressions budgétaires à court terme et à

stimuler une croissance plus verte et inclusive. Cette opération d’appui aux politiques de développement (DPO) représente une combinaison d’un prêt 850 millions de dollars de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), d’un prêt concessif de 100 millions de dollars de l’Association internationale de développement (IDA) et d’une subvention de 50 millions de dollars pour les réfugiés, a-t-on précisé de même source. Le financement permettra d’augmenter les réserves de change du Kenya avant le remboursement de 557 millions de dol-

lars d’euro-obligations qui doit avoir lieu le 24 juin. Il contribuera également à financer le budget du Kenya, qui ne parvient pas à atteindre ses objectifs en matière de mobilisation de recettes fiscales, et à soutenir davantage le shilling, la monnaie la plus performante au monde par rapport au dollar, depuis le début de l’année. L’appui du groupe de la Banque mondiale soutiendra également la mise en œuvre de plusieurs réformes économiques, dont la mise en place d’un compte unique du Trésor, la consolidation de la masse salariale, le déploiement d’un système de protection sociale mo-

dernisé et renforcé, l’ouverture du secteur des technologies de l’information et de la communication (TIC) à davantage d’investissements étrangers, et l’amélioration de l’accès aux services et aux emplois pour les réfugiés. Le financement soutiendra par ailleurs, les ambitions du Kenya dans les domaines des transports publics écologiques, de l’augmentation de la couverture forestière et de l’optimisation du financement de la lutte contre le changement climatique, notamment par le biais de l’émission de crédits carbone et d’obligations vertes et liées au développement durable.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales indécises après des indicateurs d'inflation

Les Bourses mondiales évoluent en ordre dispersé vendredi lors d'une séance hésitante, le marché s'interrogeant sur le calendrier des baisses de taux des banques centrales européenne et américaine après la publication en cours de séance de données d'inflation.

En Europe, la Bourse de Paris a grappillé 0,18% et Londres a avancé de 0,57%, tandis que Francfort a terminé à l'équilibre (+0,01%). Sur la semaine, ces trois places boursières sont cependant en repli. A New York, les trois principaux indices de Wall Street prenaient des directions différentes. Vers 16H05 GMT, le Nasdaq abandonnait 1,40%, le S&P

cédait 0,64%, tandis que le Dow Jones était stable (+0,05%). Le marché digère l'indice PCE publié vendredi pour le mois d'avril. Indicateur de l'inflation américaine privilégié par la banque centrale des Etats-Unis (Fed), cet indice est sorti en ligne avec les attentes du marché. L'inflation est restée stable en avril aux Etats-Unis, à 0,3% sur un mois et 2,7% sur un an, comme attendu. L'infla-

tion dite sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, est elle aussi stable en avril sur un an, à 2,8%, mais a ralenti sur un mois, à 0,2%. La surprise est venue des dépenses des ménages américains qui ont, elles, fortement ralenti en avril. Elles n'ont progressé que de 0,2%, contre 0,7% en mars et 0,3% espéré pour avril par les économistes. La première partie de la séance européenne a aussi été marquée par la publication de chiffres d'inflation, pour la zone euro en mai, qui ont révélé une accélération de la hausse de prix, supérieure aux attentes. Si ces chiffres ne remettent pas en question le scénario d'une première baisse des taux de la BCE à l'issue de sa réunion de politique monétaire la semaine

prochaine, ils éloignent cependant la probabilité d'une seconde baisse au mois de juillet. Sur le marché des changes, l'euro gagnait 0,19% face au billet vert, à 1,0852 dollar pour un euro, vers 16H00 GMT. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'Allemagne à dix ans atteignait 2,66% et restait, comme la veille, au plus haut depuis novembre. Le taux d'intérêt de l'emprunt de l'Etat américain à dix ans descendait quant à lui à 4,50% contre 4,55% en clôture la veille. Vers 16H00 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, lâchait 0,26%, à 81,65 dollars. Celui de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, valait 77,27 dollars (-0,82%). Le bitcoin cédait 1,63%, à 67.354 dollars.

BOURSE DE PARIS
En légère hausse

La Bourse de Paris a terminé en légère hausse de 0,18% vendredi, à l'issue d'une semaine en dents de scie, s'interrogeant sur la trajectoire des baisses des taux directeurs des banques centrales européenne et américaine. L'indice vedette CAC 40 a avancé de 14,36 points, à 7.992,87 points. Jeudi, l'indice a terminé en hausse de 0,55%, rebondissant après de fortes baisses. Sur la semaine, le CAC 40 affiche une baisse de 1,26% et, sur le mois de mai, le bilan est stable (+0,10%). Le très attendu indice PCE,

qui est l'indicateur d'inflation privilégié par la Réserve fédérale américaine (Fed), a été publié à mi-séance, en ligne avec les attentes du marché. La surprise est venue des dépenses des ménages américains qui ont, elles, fortement ralenti en avril. Elles n'ont progressé que de 0,2%, contre 0,7% en mars et 0,3% espéré pour avril par les économistes. La prochaine réunion de la Fed aura lieu les 11 et 12 juin. Elle devrait maintenir ses taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50%, leur plus haut niveau en 20 ans. La première partie de séance

a aussi été marquée par des chiffres d'inflation, pour la zone euro en mai, qui ont révélé une accélération de la hausse de prix, supérieure aux attentes. Si ces chiffres ne remettent pas en question le scénario d'une première baisse des taux de la BCE à l'issue de sa prochaine réunion de politique monétaire la semaine prochaine, ils éloignent cependant la probabilité d'une seconde baisse au mois de juillet. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt français à dix ans atteignait 3,13%, au même niveau qu'en clôture la veille.

BOURSE DE NEW YORK
Wall Street en ordre dispersé

La Bourse de New York a terminé vendredi sur une note contrastée à l'issue d'une séance animée, qui a vu des mouvements de portefeuilles vers les valeurs traditionnelles du Dow Jones à l'occasion du dernier jour du mois. Le Dow Jones a engrangé 1,51% et le S&P 500 a pris 0,80%, tandis que le Nasdaq a fini proche de l'équilibre (-0,01%). La place new-yorkaise avait initialement ouvert dans le vert, encouragée par les chiffres de l'inflation publiés avant l'ouverture. L'indice des prix à la consommation PCE est ressorti en hausse de 0,3% sur un mois en avril aux Etats-Unis, inchangé par rapport à mars, comme le préoyaient les économistes. Sur un an, la hausse des prix atteint 2,7%, également conforme aux projections et au même niveau que le mois précédent. Dans la

foulée, les taux obligataires se sont détendus, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans tombant à 4,48%, contre 4,54% la veille, avant de revenir à 4,50%. Mais après ce bon démarrage, certains indices se sont retournés, le Nasdaq approchant même, un temps, les 2% de perte (-1,74%). Le manque d'enthousiasme franc pour le rapport PCE a aussi tenu au fait que la consommation a montré de nouveaux signes de fléchissement, à 0,2% contre 0,7% en mars. Malgré ce très léger tassement, vendredi, le Nasdaq reste sur un gain de 6,8% en mai, tandis que le Dow Jones s'est octroyé 2,3% et le S&P 500, 4,8%. Les modifications de portefeuilles ont bénéficié, vendredi, aux valeurs de la vieille économie, bien représentées au Dow Jones.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Mai 2024					
Valeur : 03 Juin 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.6595	134.6745
1	EUR	EURO		145.5400	145.6101
1	GBP	POUND STERLING		171.0831	171.1891
100	JPY	JAPANESE YEN		85.7540	85.7690
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5842	18.5866
1	CHF	SWISS FRANC		147.9612	148.0428
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1340	98.1736
1	DKK	DANISH KRONE		19.5111	19.5161
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6392	12.6425
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7321	12.7358
1	AED	UAE DIRHAM		36.6580	36.6721
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9015	35.9075
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.7732	438.9651
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9549	43.3867
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5442	13.5457
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.5096	27.6505
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5455	3.5459
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.2150	178.2150

BOURSE DE TOKYO
En rebond après trois séances de pertes

La Bourse de Tokyo évolue en rebond vendredi matin après trois séances de pertes, ragaillardie notamment par des signes de ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et de détente des taux obligataires. L'indice vedette Nikkei reprenait 0,54% à 38.260,11 points vers 01H15 GMT, et l'in-

dice élargi Topix regagnait 1,03% à 2.754,16 points. La croissance du PIB américain au premier trimestre a été révisée en baisse, à +1,3% en rythme annuel contre +1,6% précédemment estimé et 3,4% au 4e trimestre de 2023, un ralentissement qui pourrait aller dans le sens de la lutte contre l'inflation

de la Réserve fédérale américaine, et de baisses de ses taux cette année. Les investisseurs surveilleront aussi attentivement la publication de l'indice PCE, mesure d'inflation privilégiée par la Fed, attendue vendredi. Et le ministère japonais des Finances doit par ailleurs annoncer en fin de journée le montant de ses

supposées interventions sur le marché des changes au cours du mois écoulé pour soutenir le yen, une donnée elle-même susceptible de bousculer le cours de la devise nippone. Le dollar était quasi stable face à la devise japonaise, s'échangeant pour 156,77 yens vers 01H15 GMT contre 156,82 yens jeudi à

21H00 GMT. L'euro baissait à 169,76 yens contre 169,87 yens la veille, et valait 1,0828 dollar contre 1,0832 dollar jeudi. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain lâchait 0,26% à 77,71 dollars vers 01H00 GMT, et le baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,16% à 81,73 dollars.

CHINE

Contraction de l'activité manufacturière en mai

L'indice de l'activité manufacturière s'est contracté en mai, en-deçà des prévisions des analystes. La faute à un secteur immobilier toujours grippé.

L'activité manufacturière en Chine, reflet de la santé des usines et du monde industriel, s'est contractée en mai, selon des chiffres officiels publiés vendredi qui traduisent une reprise fragile et inégale de la deuxième économie mondiale. La reprise économique tant espérée dans le pays à la sortie de la pandémie de Covid fin 2022 a été brève et moins robuste qu'escompté.

Crise immobilière et fort chômage des jeunes

Elle bute désormais sur une conjoncture incertaine qui grippe les dépenses des ménages, tandis qu'une crise immobilière et un fort chômage des jeunes pèsent sur le pouvoir d'achat. Les tensions géopolitiques avec les Etats-Unis et la volonté de certains pays occidentaux de réduire leur dépendance à la Chine ou de diversifier leurs chaînes d'approvisionnement tendent à peser sur le commerce chinois, et donc l'activité du monde industriel qui est majoritairement tourné vers l'export. En mai, l'indice des directeurs d'achat (PMI), baromètre du monde indus-

triel, s'est établi à 49,5 points, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS), contre 50,4 points en avril. Un chiffre supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité manufacturière et, en deçà, il traduit une contraction. Cet indice repasse en territoire négatif pour la première fois depuis février. Il était auparavant resté dans le rouge durant cinq mois consécutifs. La performance du mois de mai va à l'encontre des prévisions d'analystes sondés par l'agence Bloomberg. Ils anticipaient au contraire une accélération de l'activité manufacturière (50,5). "La Chine ne peut pas dépendre uniquement des exportations pour faire tourner son économie", souligne l'analyste Zhiwei Zhang, du cabinet Pinpoint Asset Management. La reprise post-Covid en Chine reste inégale: certains secteurs ont largement retrouvé des couleurs (notamment les services et le tourisme ou encore l'automobile), tandis que d'autres restent à la peine, en particulier l'immobilier qui a longtemps été en Chine un moteur de la croissance. L'indice PMI non-manufacturier, qui

inclut les services et notamment les transports, a donc logiquement augmenté en mai à 51,1 points. Mais sa progression a été moins robuste qu'en avril (51,2 points). Des analystes interrogés par Bloomberg anticipaient pour mai une hausse plus soutenue (51,5).

5,2%: taux de croissance parmi les plus bas en 30 ans

La Chine a signé l'an dernier l'une des croissances les plus faibles en trois décennies (5,2%), selon un chiffre officiel qui laisse dubitatifs certains économistes compte tenu des difficultés qui pèsent sur l'activité. Ce taux ferait rêver nombre de nations développées, mais il reste pour la Chine bien loin de l'expansion fulgurante qui l'a propulsée ces dernières décennies vers les sommets de l'économie mondiale. Le pays opère est par ailleurs une transition de son modèle de croissance, d'atelier du monde pour des produits à faible valeur ajoutée à tentative de devenir un centre d'innovation incontournable pour les technologies du futur (intelligence artificielle, énergies vertes...).

ETATS-UNIS

Inflation stable en avril à 2,7% sur un an

L'inflation est restée stable en avril aux Etats-Unis, à 0,3% sur un mois et 2,7% sur un an, comme attendu, selon l'indice PCE, privilégié par la banque centrale américaine (Fed), publié vendredi par le département du Commerce. Les dépenses des ménages américains ont, elles, fortement ralenti en avril, augmentant de 0,2% par rapport à mars - qui avait enregistré une hausse des dépenses de 0,7% par rapport à février. La croissance de leurs revenus est également moins forte, à +0,3% en avril contre +0,5% en mars. La croissance de leurs revenus est également moins forte, à +0,3% en avril contre +0,5% en mars. "Les premières données sur les dépenses pointent vers un nouveau ralentissement de la consommation au deuxième trimestre", a souligné Rubeela Farooqi.

Réduction des dépenses

L'économie américaine avait déjà ralenti début 2024, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,3% en rythme annualisé, contre 3,4% au 4e trimestre 2023. La consommation reste le moteur de croissance de la première économie du monde, représentant plus des deux-tiers du PIB. Mais les Américains ont dans l'ensemble réduit leurs dépenses au cours des trois premiers mois de l'année. Sauf pour certaines catégories inévitables: les soins de santé, les services financiers, les assurances. La prochaine réunion de la Fed aura lieu les 11 et 12 juin. Elle devrait maintenir ses taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50%, leur plus haut niveau en 20 ans. Les responsables avaient, lors de leur dernière réunion les 30 avril et 1er mai, souligné que le moment de commencer à les abaisser arriverait plus tard que prévu, en raison du rebond de l'inflation. Le président de la Fed de New York, John Williams, a indiqué jeudi ne ressentir "aucune urgence" à commencer à abaisser les taux.

PÉTROLE

L'américain Conocophillips s'offre marathon Oil pour 22,5 milliards \$

Cette opération permettra à ConocoPhillips de se renforcer dans des régions riches en pétrole et gaz de schiste. Colossale opération dans le secteur du pétrole. Le géant pétrolier américain ConocoPhillips a annoncé mercredi vouloir racheter la totalité de son concurrent Marathon Oil, une opération qui valorise l'entreprise à 22,5 milliards de dollars, dont 5,4 milliards de dette nette. Cette opération, dernière en date des grosses acquisitions dans le secteur pétrolier améri-

cain, permettra à ConocoPhillips de se renforcer dans des régions riches en pétrole et gaz de schiste comme le bassin Bakken, dans le nord des Etats-Unis, ou le bassin permien dans le sud. L'acquisition permettra "d'ajouter des surfaces très complémentaires au portefeuille onshore de ConocoPhillips aux Etats-Unis, avec deux milliards de barils de ressource supplémentaires", précisent les entreprises, basées au Texas, dans un communiqué. Cette "complémentarité" devrait permettre

à ConocoPhillips de réaliser 500 millions de dollars d'économies dans l'année suivant l'opération, qui devrait être finalisée à la fin de l'année 2024, notamment grâce à "la réduction des coûts administratifs" et de production.

Des opérations à plusieurs dizaines de milliards de dollars

Le géant pétrolier prévoit aussi de continuer à récompenser ses actionnaires avec des rachats d'actions pour plus de 20 milliards de dollars dans les

trois années suivant le rachat de Marathon Oil, dont sept milliards la première année, selon le communiqué. Dans le détail, selon l'accord définitif conclu en vue du rachat, les actionnaires de Marathon Oil recevront 0,255 action de ConocoPhillips par action, soit une prime de 14,7% par rapport au cours de clôture de Marathon Oil mardi. Cela s'inscrit dans une série d'annonces de grosses acquisitions dans le secteur pétrolier américain allant à l'encontre des appels à entamer leur tran-

sition énergétique, après ExxonMobil et Pioneer Natural Resources (60 milliards de dollars), Chevron et Hess (53 milliards), Occidental Petroleum et CrownRock (12 milliards). En octobre, un autre grand groupe pétrolier américain, ExxonMobil, avait annoncé qu'il allait racheter son compatriote Pioneer Natural Resources pour environ 60 milliards de dollars. Il s'agissait là aussi de se renforcer dans le bassin permien, qui attise les convoitises.

EN FINALISANT LE RACHAT DES ACTIVITÉS DE THALES

Hitachi devient le 4^e constructeur mondial

Le rachat par le conglomérat industriel japonais des activités de signalisation ferroviaire du Français Thales a été finalisé, près de trois ans après son annonce, pour 1,66 milliard d'euros. Le japonais Hitachi monte en puissance dans le club très fermé des industriels du train. Le conglomérat annonce ce vendredi avoir finalisé le rachat des activités de signalisation ferroviaire du Français Thales, près de trois ans après son annonce, pour 1,66 milliard d'euros, se-

lon deux communiqués vendredi. L'opération avait été annoncée par les deux parties en août 2021. A l'époque, sa finalisation était prévue pour fin 2022-début 2023. A l'issue de l'approbation par toutes les autorités réglementaires concernées, Hitachi Rail annonce vendredi dans un communiqué "la finalisation de son acquisition de l'activité Systèmes de transport terrestre (GTS) de Thales pour une valeur d'1,66 milliard d'euros, étendant ainsi sa présence mondiale à 51 pays, la ma-

jorité de ses revenus étant désormais issus de la signalisation et des systèmes générant une marge plus élevée". "L'activité de signalisation de la société permettra d'exploiter plus de 26.000 km de grandes lignes de chemin de fer et 4.600 km de métros urbains à travers le monde", est-il précisé. "Les sites clés de Hitachi Rail au Japon, en Italie, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis sont stratégiquement complétés par les sites clés de GTS en Allemagne, en France, en Espagne et au Canada",

détaille Hitachi Rail. Le groupe indique qu'à la suite de cette acquisition, "9.000 collaborateurs hautement qualifiés ont rejoint la société, portant ainsi à 24.000 le nombre d'employés au sein de Hitachi Rail dans le monde entier". Hitachi devient ainsi le 4e industriel mondial en chiffre d'affaires (fabrication de matériel roulant, signalisation) avec 7,5 milliards d'euros derrière le groupe public chinois CRRC qui domine le marché mondial, Alstom et l'allemand Siemens Mobility.

VOLKSWAGEN T-ROC 2025

Premières images de la seconde génération

À l'été 2025, le Volkswagen T-Roc laissera sa place à une seconde génération, que nos chasseurs de scoops viennent de débusquer dans les Alpes autrichiennes. Découvrez ce qui va changer.

Volkswagen travaille sur son T-Roc de seconde génération, que nos photographes espions ont débusqué en pleine séance de mise au point dans les Alpes autrichiennes. La marque allemande brouille les pistes, avec un véhicule qui montre déjà bon nombre de ses éléments de carrosserie définitifs, à l'instar de ses flancs et de son capot – tous deux plus doux et nettement moins anguleux qu'actuellement – et de toute la partie haute de la carrosserie. En revanche, les techniciens ont pris soin de coller des stickers leurres au niveau des projecteurs, de la calandre comme du bouclier avant, qui “vieillissent” le véhicule.

Un registre formel plus doux

Idem à l'arrière, avec de faux grands feux à la manière de ceux de l'ancien Tiguan et un film adhésif masquant le bandeau noir entre les optiques. Dans les faits, le futur Volkswagen T-Roc, qui devrait faire son apparition à l'été 2025, arborera des feux plus fins. Enfin, au bas du bouclier, des adhésifs gris métallisé sont là encore posés pour nous tromper. Selon nos informations, les phares du T-Roc Mk2 auront un design plus mince et seront reliés par une bande LED horizontale. La calandre et le bouclier aligneront leur style dans l'esprit des dernières réalisations de la marque, à savoir le grand frère Tiguan de troisième génération et la nouvelle Passat.

L'hybridation fait son apparition

La silhouette générale du véhicule reste quasiment la même avec un toit en pente douce et une lunette arrière inclinée qui évoque celle de son petit frère le Volkswagen Taigo. Il devrait toutefois grandir un peu et délaisser le format de 4,24 m de long de l'actuel, lancé en 2017 puis restylé en 2022, pour atteindre le standard du segment, à savoir 4,30 m. Sous le capot, le Volkswagen T-Roc bénéficiera de moteurs essence TSI légèrement hybridés avec la technologie 48V, des diesels TDI et pour la première fois des versions hybrides rechargeables. Celle cumulant 204 ch sera de la partie, celle de 272 ch pas sûr, à moins que ce T-Roc “GTE” n'ait pour ambition de reprendre le flambeau du T-Roc R (300 ch en thermique pur), qui ne devrait plus être d'actualité pour cause de malus écologique. Idem pour le cabriolet, qui ne sera pas reconduit.

Essence, diesel, mild hybrid, plug-in, 4x2 et 4x4 au programme

À bord, le Volkswagen T-Roc 2 devrait généraliser l'écran tactile de 15 pouces, désormais largement présent dans la gamme (Tiguan et Passat en versions hautes) et une instrumentation digitale sur une dalle panoramique sans casquette au-dessus. Un mobilier plus plat, qui fait la part belle au numérique. Le Volkswagen T-Roc 2 sera livrable en versions traction à deux roues motrices ainsi qu'avec la transmission intégrale 4Motion.



Volkswagen Tiguan 1.5 eTSI 150: Recherche personnalité désespérément

Le Volkswagen Tiguan, c'est un peu ce premier de classe qui n'a de cesse de s'améliorer, gommant ou atténuant ses défauts pour n'avoir rien à se reprocher. Mais à force de lisser ses traits de caractère, ce «binoclar du premier rang» ne manque-t-il pas de personnalité? Né en 2007 en tant que version SUV de la Golf avant de vite devenir le best-seller de la marque, le Tiguan a abordé la troisième partie de sa carrière avec une nouvelle génération lancée en septembre 2023. Et forcément, celle-ci s'accompagne de sa traditionnelle poussée de croissance et de prestance. Le nouveau Tiguan vise ainsi plus haut avec l'ambition à peine voilée de venir titiller les BMW Série1, Mini Countryman ou encore Volvo XC40, entre autres, qui émergent au segment C Premium. Des prétentions statutaires qui s'accompagnent d'une inflation tarifaire qu'il faut dès lors pouvoir justifier, par ses qualités objectives autant que par sa personnalité visuelle. Or, ce second critère n'est traditionnellement pas la force première des produits récents estampillés «vévé»

qui masquent quelque peu les indéniables atouts observés par ailleurs. S'il se passe de version exclusivement électrique, le nouveau Tiguan propose une palette de motorisations qui va de l'essence TSI classique à l'hybride rechargeable en passant par des variantes à hybridation douce. Mieux encore, le SUV familial de Wolfsburg propose encore deux options Diesel de 150 et 193 ch. Mais par les temps qui courent, les clients particuliers devraient principalement s'intéresser à la variante 1.5 eTSI à hybridation douce de cet essai. Un choix judicieux?

LE CONCEPT

Cette troisième génération du Tiguan reste un SUV compact familial du segment C, mais voit ses cotes progresser légèrement avec une longueur majorée de 30 mm, tandis que la largeur augmente de 3 mm et la hauteur diminue de 15 mm. Plus surprenant, l'empattement est raccourci de 5 mm, sans que cela ait d'incidence sur l'habitabilité. Pourtant, le travail des designers laisse penser que ce nouveau Tiguan est

plus grand que son prédécesseur. Un sentiment qui doit beaucoup au dessin de la proue dont le bouclier largement ajouré, surtout dans cette finition R-Line, apporte une touche d'agressivité à une face avant dont les phares et le bandeau central incluant le logo rappellent furieusement les produits «ID». Ceci, tout en donnant au Tiguan de faux airs de nouveau Touareg. Les flancs plus lisses, juste marqués d'une nervure au-dessus des passages de roue, lui octroient un look plus chic et costaud à la fois tandis que la poupe se caractérise par des feux en 3D qui s'insèrent dans un bandeau étiré sur toute la largeur et qui intègre également le logo. L'aspect général reste massif, mais distingué, offrant au Tiguan une allure plutôt convenue et sans relief, si ce n'est la «gueule béante» presque too much à l'avant et les fausses aérations sur le bouclier arrière. Un style mêlant une simplicité élégante à quelques détails graphiques censés lui apporter une touche de modernité que l'on retrouve à l'intérieur. L'habitacle est conforme aux standards récents de la

marque avec des ajustements précis, une finition qui gagne en qualité et une volonté d'afficher le contenu technologique au travers des écrans et de l'éclairage d'ambiance tout en restant fidèle à la parcimonie de commandes physiques inaugurée avec la Golf 8. Soit... Le rendu global reste propre, mais austère, le gris et le noir imposant une rigueur... toute germanique. Sur le plan pratique, les espaces de rangement sont suffisamment nombreux, intelligents et bien situés et l'habitabilité est réelle. On regrettera cependant que les places latérales de la banquette soient rétrécies pour aménager de petits bacs entre l'assise et la portière, au détriment du confort des adultes. Parfois, le mieux est l'ennemi du bien. Heureusement, le Tiguan se rattrape par son coffre au volume généreux et aux formes régulières, dont le fond amovible permet de moduler la soute aisément ou d'obtenir un plancher quasiment plat une fois la banquette – en trois parties 40/20/40 – rabattue. On dispose alors d'un volume de 1650 l facilement exploitable.

SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Des VPN Check Point exploités pour pénétrer des réseaux d'entreprise

Une vulnérabilité a été découverte dans plusieurs produits Check Point dont le service Security Gateway utilisé dans ses passerelles de sécurité et VPN. Des correctifs ont été poussés pour contrer des risques en termes de violation de confidentialité des données.

Le fournisseur de cybersécurité Check Point a conseillé à ses clients utilisant ses VPN de corriger immédiatement le service Security Gateway afin d'empêcher les acteurs de la menace d'obtenir un accès initial aux réseaux d'entreprise par le biais de configurations VPN vulnérables. Le fournisseur a publié un avis pour aider à corriger la vulnérabilité. "Le groupe de travail de Check Point continue d'enquêter sur les tentatives d'accès non autorisé aux produits VPN utilisés par nos clients", a déclaré l'entreprise dans une mise à jour de sécurité. "Le 28 mai 2024, nous avons découvert une vulnérabilité dans les Security Gateways avec Remote Access VPN ou Mobile Access blade activé." Selon le fournisseur israélien, les tentatives d'exploitation remontent cependant au 30 avril dernier. Check Point a publié un correctif pour empêcher les tentatives d'exploitation de cette vulnérabilité. Outre Security Gateway, sont aussi concernés par ce risque d'exploit CloudGuard Network Security (versions R81.20, R81.10, R81 et R80.40), Quantum Maestro et Quantum Scalable Chassis (versions R81.20, R81.10, R80.40, R80.30SP et R80.20SP) ainsi que Quantum Spark Gateways (versions R81.10.x, R80.20.x et R77.20.x). Le CERT-FR a également publié un bulletin d'alerte à ce sujet. La vulnérabilité, répertoriée sous le code CVE-2024-24919, n'affecte apparemment que les passerelles de sécurité configurées avec une protection par mot de passe, que Check Point recommande de ne pas utiliser. « Les tentatives que nous avons vues jusqu'à présent se concentrent sur des scénarios d'accès à distance avec d'anciens comptes locaux avec une authentification par mot de passe non recommandée », a déclaré

Check Point. « L'authentification par mot de passe uniquement ne peut pas garantir les plus hauts niveaux de sécurité, et nous recommandons fortement de ne pas se fier à cette méthode pour se connecter à l'infrastructure du réseau. » Pour enquêter sur les tentatives ou cas d'exploit, le fournisseur a constitué des équipes spéciales de professionnels de la réponse aux incidents, des services techniques et des produits. « En se basant sur les notifications de ces clients et sur l'analyse de Check Point, les équipes ont trouvé dans les 24 heures quelques clients potentiels qui ont fait l'objet de tentatives similaires », a ajouté Check Point. Les environnements concernés sont CloudGuard Network, Quantum Maestro, Quantum Scalable Chassis, Quantum Security Gateways et Quantum Spark Appliances.

Correctifs pour la passerelle de sécurité

Pour corriger la configuration vulnérable sur les services de passerelle de sécurité concernés, la société a publié une mise à jour corrective. Celle-ci est accessible sur le portail Security Gateway

dans la rubrique des mises à jour logicielles disponibles. « Dans les heures qui ont suivi ce développement, Check Point a publié une solution facile à mettre en œuvre qui empêche les tentatives d'exploitation de cette vulnérabilité », a déclaré la société dans le communiqué. Le correctif est également disponible séparément en téléchargement dans le cadre de l'avis de sécurité. Check Point a demandé à ses clients d'appliquer immédiatement le correctif afin d'empêcher les tentatives d'accès à distance non autorisé. Outre l'application du patch, l'entreprise a recommandé de modifier le mot de passe du compte de la Security Gateway dans Active Directory et d'empêcher les comptes locaux de se connecter au VPN avec une authentification par mot de passe. La firme a également recommandé aux entreprises d'évaluer leur utilisation des comptes locaux et de désactiver ceux qui ne sont pas nécessaires. Si les comptes locaux sont nécessaires, le fournisseur suggère de renforcer leur sécurité en mettant en œuvre une couche d'authentification supplémentaire, telle que des certificats, en plus des mots de passe.

TikTok développerait un clone de son algorithme de recommandation pour satisfaire les États-Unis

TikTok est en train de diviser son code source pour créer un algorithme spécifiquement réservé aux États-Unis, selon des informations recueillies par Reuters. L'application opérerait alors indépendamment de sa maison mère chinoise, ByteDance. Fin avril, le Congrès américain adoptait un projet de loi visant à interdire TikTok. ByteDance dispose désormais de neuf mois pour revendre le réseau social à une entité américaine, sous peine d'interdiction dans le pays. Le géant chinois, pour sa part, s'est toujours dit contre une possible vente. Hors de question de céder son si précieux algorithme de recommandation, en partie responsable de l'immense succès de la plateforme et, pour l'heure, inégalé par ses rivales américaines.

Une expérience utilisateur possiblement moins bien

Des centaines d'ingénieurs de ByteDance et de TikTok, aux États-Unis comme en Chine, passent au crible les millions de lignes de code de l'application afin de créer une seconde base, indépendante des systèmes utilisés par la version chinoise de TikTok, Douyin. Ils doivent aussi éliminer toutes les informations liées aux utilisateurs chinois, rapporte Reuters. La tâche est particulièrement ardue et pourrait s'étendre sur une année entière. Les travailleurs doivent analyser chaque ligne de code pour déterminer si elle peut être transférée vers les États-Unis. Toujours d'après l'agence de presse, les cadres de l'entreprise évoquent fréquemment ce projet, baptisé Lark, lors de réunions générales ainsi que sur leur système de messagerie interne de l'entreprise. Une fois le code divisé, ByteDance pourrait envisager de céder ses actifs américains. La direction de TikTok le sait. Cette séparation risque d'affecter l'expérience des utilisateurs américains, car l'entité serait coupée de « l'énorme puissance de développement technique » de sa société mère. Un risque qui démontre jusqu'où l'application est prête à aller rester aux États-Unis, son marché international le plus important avec 170 millions d'utilisateurs.

TikTok dément, Reuters confirme

Dans une publication sur X.com, l'application dément les informations de Reuters, la qualifiant de « factuellement trompeuse et inexacte ». « La "cession qualifiée" exigée par la loi pour permettre à TikTok de poursuivre ses activités aux États-Unis n'est tout simplement pas possible : ni sur le plan commercial, ni sur le plan technologique, ni sur le plan juridique. Et certainement pas dans le délai de 270 jours requis par la loi », poursuit-elle, sans pour autant spécifier quels éléments de l'enquête de Reuters sont faux. Le média « maintient ses informations », a indiqué l'un de ses porte-paroles. TikTok a contesté le projet de loi devant les tribunaux, et se montre déterminée à l'emporter. Si les informations de Reuters se confirment, cette confiance affichée risque de s'ébranler.

Brèves

STMicroelectronics construit une usine en Italie

Dans le cadre du Chips Act européen, le spécialiste franco-italien des semi-conducteurs va investir dans la construction d'une usine à Catane. Le projet est estimé à 5 Md€ avec 2 Md€ de subventions de l'Etat italien. L'usine, qui sera spécialisée dans la fabrication de wafer en

carbure de silicium, ainsi que dans les tests et le conditionnement. Elle commencera à produire en 2026 et devrait atteindre sa pleine capacité en 2033.

AWS bâtit 15 datacenters sur son campus alimenté à l'énergie nucléaire

Après avoir annoncé investir en

mars dernier 150 Md\$ sur les 15 prochaines années dans ses datacenters pour faire face à l'explosion des applications et services IA, Amazon Web Services concrétise cet engagement. Le fournisseur va ainsi construire au moins 15 datacenters sur son campus de Pennsylvanie hérité du rachat de l'opérateur de datacenters Cumulus Data et alimenté par l'énergie d'une centrale nucléaire. La capacité électrique

globale du site pourrait atteindre une capacité de 60 megawatts suffisant pour accueillir des fermes de clusters GPU de plusieurs dizaines de milliers d'unités.

Nvidia bientôt plus valorisé qu'Apple

La société dirigée par Jensen Huang n'en finit plus de grimper en bourse à tel point que sa valorisation est aujourd'hui

estimée à 2 720 milliards de dollars. Juste devant, Apple a cédé sa place de numéro un des sociétés les plus valorisées à Microsoft. La valeur de la firme de Cupertino est estimée à 2 930 milliards de dollars. La forte demande en accélérateurs pour l'IA vont certainement faire encore progresser la cotation de Nvidia et ainsi contribuer à dépasser Apple dans les prochaines semaines.

Abandon	↴	Arrêts	↴	Cantique	↴	Continent	↴	Récipient	↴	Grincement	↴	Doucher	↴
Bévue		Libertés d'action		Divinité				Arrêt organique				Organe d'un organe	
↴		↓		↓				↓		Monarque	→	↓	
Pagne	→					Habitant un pays européen	→						
Mentionnées													
↴						Liquide vital	→			Tel quel	→		
										Incroyables			
Entre-croiser des fils	→						Dieu égyptien du disque solaire		Affluent de la Dordogne	→			
Tonneau									Moquerie				
↴			Germanium		Ville de carnaval	Souveraine	→		↓			Terroristes basques	
Pistolet semi-automatique (Parabellum)	→		↓		↓	Doucereuse		Capitale de l'Italie	→			↓	Nazi
Inspide													↓
↴				Ionium	→	↓	Objets enfantins	→					↓
				Amusement			Roi des francs						
Équerre	→		Plante herbacée	→	↓		↓	Petit cigare	→				
Chemin de brousse			Style					Raillerie					
↴			↓			Le Messie	→	↓				Capture	Conduire
Petit de l'ânesse		Pour remplacer	→		Enveloppe de tissu	→				Familles d'ongulés à bois ramifiés		Arme de guerre	→
		Polygone de huit côtés			Mamelle							Mer	↓
↴		↓		Chastes	→	↓			Astique	→	↓		↓
Organe lymphoïde situé dans l'abdomen	Accostage		Vieil instrument	→					L'Irlande poétique	→			
↴	↓		↓		Transpiration	→			Belle fleur	→			
									Avant le saut (course d')				
Côté	→				Samarium	→			↓				
Vêtement ample					Monnaies roumaines			Lavabo	→				
↴				Prénom féminin	→	↓							
				Monument funéraire				Belle fleur	→			Désir	Prolongement
Mauvais cheval	→			↓			Officiers féminins	→				↓	↓
Acide désoxyribo-nucléique							Saisons						
↴			Possessif	→		↓		Négation	→		Lettre grecque	→	
			Cubes de jeu					Train de banlieue			Troublé		
Poète épique	→		↓		Après bis	→		↓	Puni	→	↓		
Argent													
↴		Île italienne	→				Dedans	→		Plaça	→		
Anneau de cordage	→				Certain	→			Vapeur d'eau	→			

Arrivée de plus de 9.200 pèlerins algériens à La Mecque

Plus de 9.200 pèlerins algériens sont arrivés à La Mecque jusqu'à vendredi, selon la Mission algérienne du hadj. Le chef adjoint du Centre de La Mecque, chargé de l'accueil, du logement et des déplacements, Youcef Baroud, a précisé que plus de 9.200 pèlerins algériens étaient arrivés à La Mecque jusqu'à vendredi, dont 7.310 voyageant avec l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) et 1.958 avec des agences de voyages. Dix (10) vols sont attendus samedi à La Mecque en provenance de Médine et de Djeddah, ce qui portera à 11.336 le nombre de pèlerins algériens à La Mecque. Le premier vol des pèlerins algériens devant accomplir le hadj 1445 de l'hégire (2024) avait quitté l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene vers les Lieux saints, le 20 mai dernier. A noter que 41.300 pèlerins algériens seront accueillis à La Mecque cette saison, dont 23.200 pris en charge par l'ONPO et 17.200 par des agences de voyages.



CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
Attaf à Séoul pour la Réunion ministérielle préparatoire du Sommet Afrique-Corée

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé, samedi à Séoul (Corée du Sud), pour prendre part à partir de dimanche à la Réunion ministérielle préparatoire du Sommet Afrique-Corée, prévu les 4 et 5 juin, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion ministérielle verra la participation des ministres africains des Affaires étrangères et de leur homologue sud-coréen, en prélude à la tenue du 1er Sommet entre les deux parties, a précisé le communiqué. Le Sommet Afrique-Corée devrait "renforcer le partenariat existant entre les pays africains et la République de Corée depuis 2006", selon la même source. La participation de l'Algérie à cet événement "reflète son souci de consolider son partenariat stratégique avec la République de Corée, ainsi que son attachement à l'action commune au sein de la communauté africaine en vue de mettre les partenariats au service des objectifs continentaux de paix, de sécurité et de développement", a conclu le communiqué.

SIDI BEL ABBÈS
Saisie de 2 kg de kif traité et arrestation de cinq mis en cause

Les services de police à Sidi Bel Abbès ont mis fin aux agissements d'un réseau criminel composé de cinq individus impliqués dans le trafic de drogue avec la saisie de 2 kg de kif traité, a-t-on appris samedi auprès de la sûreté de wilaya. La cellule d'information et de communication a souligné que l'affaire a été traitée par la brigade de lutte contre la drogue sur la base d'informations faisant état de mouvements de personnes suspectes de détention de kif traité à travers des zones du sud de la wilaya. Un plan a été mis en œuvre. Les investigations déclenchées par les enquêteurs ont permis d'identifier les cinq mis en cause arrêtés et opérer la saisie, à bord de deux de leurs véhicules, de 20 plaquette totalisant 2 kg de kif traité et un montant de 480.000 da de recettes de ce trafic, ainsi qu'une puce de téléphone cellulaire, a-t-on fait savoir. Après avoir accompli toutes les procédures de l'enquête en coordination avec le procureur de la République, les mis en cause ont été présentés devant le parquet dans l'affaire de possession, de transport et de stockage de drogue.

CANCER DU PANCRÉAS

La prise en charge a connu de grandes améliorations

La prise en charge du cancer du pancréas a connu de grandes améliorations au cours des dernières années, ont affirmé, samedi, les participants à une rencontre scientifique sur le thème "Adénocarcinome du pancréas: quelle prise en charge en 2024". Cette rencontre d'enseignement post-universitaire (EPU), organisée par l'EHU "1er novembre" d'Oran, a vu la participation de chirurgiens, gastrologues, oncologues et de radiologues de différentes régions du pays, a indiqué Pr Tabeti Benali, chef de service de chirurgie hépatobiliaire et greffe du foie du même établissement de santé. La prise en charge de ce type de cancer, considéré comme l'un des cancers les plus agressifs, a connu de grandes avancées depuis 2015, a souligné le

même spécialiste, faisant savoir que cette rencontre a pour objectif d'aborder les derniers procédés thérapeutiques appliqués dans le monde et les transférer aux praticiens algériens. Plusieurs spécialistes de renom en matière de chirurgie du cancer du pancréas ont été invités à cette rencontre, dont Pr Reza Kianmanesh du CHU de Reims (France), qui a eu plusieurs interventions sur ce thème et qui encadrera dimanche une opération-formation qui sera transmise en direct dans la salle de conférence. Pr Kianmanesh a souligné, en substance, que la prise en charge de cette pathologie lourde s'est améliorée grâce à l'arrivée de nouveaux outils diagnostics et thérapeutiques comme la chimiothérapie par Folfi-

rinox, qui combine plusieurs molécules actives. La chimiothérapie avant et après la chirurgie améliore significativement le pronostic des malades, a précisé ce spécialiste, affirmant que grâce à la chimiothérapie néo-adjuvante (avant la chirurgie), les opérations chirurgicales sont moins compliquées en ce qui concerne le cancer du pancréas. Pr Benmansour Naouel, épidémiologiste à l'EHU d'Oran a fait savoir, pour sa part, que les statistiques de l'Observatoire mondial du cancer, le Globocan, indiquent que le cancer du pancréas occupe en Algérie la troisième place parmi les cancers de l'appareil digestif en terme d'incidence, et la quatorzième place parmi l'ensemble des cancers.

FINANCES

Vers la création d'une banque algérienne en Chine

Les services du ministère des Finances œuvrent actuellement à la création d'une banque algérienne en Chine, a annoncé, jeudi à Nairobi (Kenya), le ministre des Finances, Laaziz Faïd, soulignant le rôle de ce type d'institution bancaire dans la promotion des exportations natio-

nales. "Après l'ouverture des banques algériennes en Mauritanie et au Sénégal, nous œuvrons pour la création d'une autre banque en Chine", a déclaré M. Faïd à l'APS en marge de sa participation aux Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD).

Concernant la banque algérienne en Côte d'Ivoire, le ministre des Finances a affirmé que les études relatives à ce projet prometteur avancent bien. Par ailleurs, la banque algérienne en France, qui a obtenu récemment l'agrément des autorités monétaires françaises, "devra être inaugurée

durant l'année en cours, après l'obtention des autorisations nécessaires de la Banque centrale européenne (BCE)". Cette filiale de la BEA ouvrira cinq agences dans les villes françaises où vit une importante communauté algérienne, ajoute-t-il.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Six morts et 474 blessés en 48 heures

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 474 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public samedi par la Protection civile. Par ailleurs, les équipes de la Protection civile de la wilaya de Nâama ont enregistré le décès de deux personnes à l'intérieur d'un véhicule dans un garage, intoxiquées par le monoxyde de carbone, émanant de l'échappement de ce même véhicule dans la daïra d'Ain Sefra. Suite à une opération de recherche déclenchée par les plongeurs de la Protection civile de la wilaya d'Alger, après la disparition de quatre personnes en mer au niveau de la plage Tamaris (Ain

Taya), deux corps ont pu être repêchés, le premier sans vie et le deuxième en vie, alors que les recherches pour les deux autres se poursuivent, précise la même source, ajoutant que les équipes spécialisées de la Protection civile ont déclenché une autre opération de recherche d'une personne noyée au niveau de la plage de Sidi Fredj. A noter aussi l'intervention des équipes spécialisées de la Protection civile de la wilaya d'Annaba pour le sauvetage de cinq personnes en difficulté en mer à bord d'une bouée au large de la plage Djenane El Bey à Seraidi, note la même source, relevant en outre que les plongeurs de la Protection civile ont effectué une opération de recherche d'une personne disparue

en mer à la plage Dauphin à Arzew à Oran. Le bilan de la Protection civile fait état aussi du décès d'une femme de 80 ans dans un incendie qui s'est déclaré dans une habitation à Akbou dans wilaya de Bejaia, alors l'intervention des unités de la Protection civile a permis l'extinction de 5 incendies urbains, industriels et divers dans les wilayas de Bejaia, In Guezzam, Alger, Constantine, et M'sila. Concernant le dispositif de lutte contre les différents incendies, la Protection civile a procédé, durant la même période, à l'extinction de 50 incendies (forêts, Maquis, broussailles, récoltes, arbres fruitiers, bottes de foin et palmeraies).

L'Etat de Palestine obtient des droits supplémentaires auprès de l'OMS

Les Etats membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont décidé, à une écrasante majorité, d'accorder des droits supplémentaires à l'Etat de Palestine, a rapporté, samedi, l'agence de presse Wafa. La résolution appelle, selon Wafa, à accorder à l'Etat de Palestine certains droits, notamment «droit d'avoir un siège parmi les Etats membres, le droit de présenter des propositions et des amendements, le droit d'être élu membre du Bu-

reau de l'Assemblée générale et des principaux comités de l'Assemblée de la santé». Le projet de résolution, présenté par un groupe de pays arabes et musulmans, ainsi que par la Chine, le Nicaragua et le Venezuela, a été approuvé par 101 pays, alors que seulement cinq se sont opposés, a poursuivi la même source. L'Etat de Palestine bénéficie du statut d'Etat observateur, dans une résolution adoptée par l'Assemblée générale des Na-

tions unies en 2012. Le 10 mai dernier, l'Assemblée générale de l'ONU, à la majorité de 143 États, a voté pour «accorder à l'Etat de Palestine les droits et privilèges nécessaires pour assurer sa participation pleine et effective aux sessions et au travail de l'Assemblée générale et aux conférences internationales organisées sous l'égide de l'Assemblée générale ou d'autres organes des Nations unies, ainsi qu'aux conférences des Nations unies, sur un pied d'égalité avec les Etats membres ».